

48993

ind

Distr.
LIMITEE

ECO/ETC/I/2
3 mai 1982

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Réunion commune d'experts gouvernementaux
africains et latino-américains sur la
coopération économique et technique

1-5 juin 1982

Addis-Abéba, Ethiopie

**ETUDE SUR LA MISE EN VALEUR DE LA MAIN-D'OEUVRE EXISTANTE ET POTENTIELLE
ET COOPERATION ENTRE L'AFRIQUE ET L'AMERIQUE LATINE**

Par

M. Folayan Ojo

Les opinions exprimées et les conclusions auxquelles on a abouti dans le présent rapport engagent uniquement leur auteur et n'impliquent pas reconnaissance ou acceptation officielle par la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique.

M82-1053

TABLE DES MATIERES

	<u>Pages</u>
I. INTRODUCTION	1 - 4
II. SITUATION DE LA MAIN-D'OEUVRE	4 - 16
III. ETAT ACTUEL DE LA COOPERATION DANS LE DOMAINE DE LA MISE EN VALEUR DE LA MAIN-D'OEUVRE ENTRE LES DEUX REGIONS	16 - 24
IV. PROGRAMMES DE COOPERATION EN MATIERE DE MISE EN VALEUR ET D'UTILISATION DE LA MAIN-D'OEUVRE	24 - 35
V. STRATEGIES ET MECANISMES EN VUE DE L'ETABLISSEMENT D'UNE COOPERATION DANS LE DOMAINE DE L'UTILISATION ET DE LA MISE EN VALEUR DE LA MAIN-D'OEUVRE	35 - 44

ANNEXE STATISTIQUE

I. INTRODUCTION

A. Historique

L'autonomie collective et la coopération économique entre pays en développement (CEPD) sont aujourd'hui généralement considérées dans le système des Nations Unies comme les piliers fondamentaux du programme d'action pour l'instauration d'un nouvel ordre économique international. Diverses organisations du système des Nations Unies se sont efforcées d'élaborer des mécanismes et des techniques appropriés visant à aider les pays en développement à valoriser les objectifs d'autonomie collective et de coopération économique entre pays en développement. Ce deuxième objectif a été encouragé et mis en oeuvre principalement aux niveaux sous-régional et régional et, en particulier, dans le cadre de l'intégration économique et autres programmes de coopération régionale. Le concept de coopération entre l'Afrique et l'Amérique latine a longtemps été un thème qui a intéressé la Commission économique pour l'Afrique (CEA) et la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL). Au cours de la deuxième moitié des années 70, il semble avoir revêtu une certaine importance avec l'adoption de toute une série de résolutions qui ont en définitive conduit au Projet CEA/CEPAL/CTPD. Les résolutions les plus notables sont les résolutions 302 (XIII) de Kinshasa et 355 (XIV) de Rabat de la CEA en date du 28 février 1977 et du 27 mars 1979, respectivement et les résolutions 363 (XVII) en date du 5 mai 1977 et 387 (XVII) et 403 (XVIII) de 1979 de la CEPAL. Elles marquaient le désir des pays d'Afrique et d'Amérique latine de renforcer les accords de coopération technique existants et de promouvoir de nouveaux programmes de coopération technique entre les pays de ces deux régions, par le canal de leurs Commissions respectives dans le cadre de leurs mandats et ressources disponibles. Elles recommandaient et priaient instamment les Secrétaires exécutifs des deux Commissions économiques régionales de coopérer avec les organismes et institutions spécialisées du système des Nations Unies afin d'en faire des centres d'élaboration, de coordination et de mise en oeuvre de programmes en vue de promouvoir la coopération entre les Etats membres des Commissions respectives 1/. Les résolutions autorisaient également les Secrétaires exécutifs à organiser des réunions des fonctionnaires de leurs secrétariats respectifs afin d'identifier les principes et les priorités ainsi qu'un programme d'action portant sur la coopération. La Conférence des Nations Unies sur la coopération technique entre pays en développement (CTPD) qui, le 12 septembre 1978, a adopté le Plan d'action de Buenos Aires pour la promotion et la mise en oeuvre de la CTPD, a renforcé les mandats des Commissions régionales. Elle leur demandait d'aider les gouvernements des pays en développement à envisager, entre autres, "de faire en sorte que des programmes communs soient lancés par les organisations interrégionales appropriées ou, au niveau interrégional, par deux ou plusieurs organismes appartenant à des régions différentes" 2/.

Avec l'adoption par l'Assemblée générale des Nations Unies du Plan d'action de Buenos Aires en décembre 1978, la CEA et la CEPAL sont allées plus loin en 1979 en renouvelant leurs mandats à leurs secrétariats respectifs. Dans la résolution 355 (XIV) en date du 27 mars 1979, la CEA a fait sien le programme interrégional CEA/CEPAL visant à promouvoir la coopération économique et technique entre l'Afrique et l'Amérique latine.

1/ Rapport annuel de la CEPAL du 7 mai au 6 mai 1977, Vol. 1, p. 206.

2/ Voir le Plan d'action de Buenos Aires (Recommandation 22).

De même, dans sa résolution 387 (XVIII) en date du 26 avril 1979, la CEPAL a pris acte de la décision des Secrétaires exécutifs de la CEA et de la CEPAL de mener à bien les activités en matière de coopération économique et technique entre l'Afrique et l'Amérique latine en ce qui concerne les échanges, la formation et la science et la technique. En application desdites résolutions, les secrétariats de ces deux Commissions se sont consultés à plusieurs reprises, et ont convenu de la nécessité de renforcer la coopération économique et technique entre les deux régions en élaborant, entre autres, des projets concrets destinés à une mise en oeuvre commune à commencer par trois secteurs-clé, à savoir, le commerce interrégional, la mise en valeur de la main-d'oeuvre et la science et la technique.

B. Objectifs des études

Objectifs immédiats

Les objectifs immédiats du projet commun CEA/CEPAL/CTPD sont les suivants :

- a) Evaluer les possibilités d'une coopération entre l'Afrique et l'Amérique latine, en identifiant les projets spécifiques destinés à une mise en oeuvre commune dans les domaines de la mise en valeur de la main-d'oeuvre, la promotion du commerce interrégional et la science et la technique aux fins de développement ;
- b) Recueillir des renseignements sur les mesures ou accords économiques et techniques bilatéraux et multilatéraux existants entre les pays d'Afrique et d'Amérique latine, en particulier en ce qui concerne les secteurs prioritaires choisis ci-dessus mentionnés ; évaluer l'état d'avancement de la mise en oeuvre de ces dispositions ou accords et identifier les obstacles et suggérer des solutions ; indiquer les possibilités de nouveaux accords de coopération bilatéraux ou multilatéraux dans les secteurs choisis et faire les recommandations appropriées aux gouvernements concernés ;
- c) Organiser en collaboration avec les secrétariats de la CEA et de la CEPAL, une réunion commune au niveau des experts, au cours de laquelle des projets communs de la CTPD identifiés pourront faire l'objet de discussions et être adoptés par les pays des deux régions ;
- d) Choisir et élaborer des projets spécifiques au titre du financement du PNUD en vue de promouvoir les activités de coopération économique et technique entre les deux régions dans les domaines de la main-d'oeuvre, du commerce interrégional et de la science et la technique.

Objectifs finaux

L'objectif final contenu dans le projet est la promotion de la coopération entre l'Afrique et l'Amérique latine par l'identification, la formulation et l'exécution des activités communes de coopération économique et technique utiles pour les pays de ces deux régions. Le projet vise à étudier et élaborer des formes appropriées de coopération horizontale entre l'Afrique et l'Amérique latine et à fixer les modalités de mise en oeuvre des projets interrégionaux de la CTPD dans les secteurs-clé du développement à commencer par le commerce, la main-d'oeuvre, la science et la technique, actuellement prioritaires dans les deux régions. Cette coopération pourrait se faire de diverses façons, notamment entre les gouvernements des pays des deux régions par le biais d'accords bilatéraux, entre des groupes de pays d'Afrique et d'Amérique latine et entre des organisations sous-régionales ou régionales des deux régions.

On espère que le projet contribuera à :

a) accroître la prise de conscience des pays africains en ce qui concerne leurs possibilités et capacités de développement et celles disponibles en Amérique latine et vice versa ;

b) mettre en place et renforcer les accords d'appui nécessaires - institutions, renseignements, ressources humaines et autres sur lesquels se fonde la CTPD.

C. Etude sur la mise en valeur de la main-d'oeuvre potentielle et existante et coopération entre l'Afrique et l'Amérique latine

Le fait d'avoir choisi la mise en valeur de la main-d'oeuvre comme un des trois domaines sur lesquels axer la coopération entre l'Afrique et l'Amérique latine n'est pas seulement approprié mais impératif. D'autres secteurs identifiés pour la coopération ne pourraient pas démarrer sans une main-d'oeuvre qualifiée disponible. Le degré de développement d'un pays, son aptitude à mettre en valeur ses ressources naturelles, son besoin d'assistance technique et son aptitude à fournir cette même assistance reflètent en grande partie la situation de sa main-d'oeuvre. Ce qui suit souligne l'importance de la mise en valeur de la main-d'oeuvre en tant que facteur essentiel affectant d'autres domaines du développement national et son rôle important dans toute CTPD.

D. Mandats

Les mandats assignés pour l'étude sur la mise en valeur de la main-d'oeuvre étaient les suivants :

Dans le cadre global des objectifs immédiats et à long terme définis dans le projet du PNUD, le consultant en matière de mise en valeur de la main-d'oeuvre devra entreprendre des visites d'études en Algérie, au Mozambique, au Nigéria, au Sénégal et en Zambie aux fins de :

a) Recueillir des données et des renseignements sur les ressources des experts autochtones par spécialisation professionnelle et sur les accords économiques et techniques bilatéraux et multilatéraux existants entre ces pays d'Afrique et d'Amérique latine en matière de mise en valeur de la main-d'oeuvre ;

b) Etudier les relations économiques et techniques actuelles en ce qui concerne la mise en valeur et la formation de la main-d'oeuvre ;

c) Etudier les autres domaines susceptibles de mise en valeur des compétences techniques dans le futur tant en Afrique qu'en Amérique latine ;

d) Identifier les institutions et les services destinés à une collaboration entre les deux régions en ce qui concerne la mise en valeur et l'utilisation de la main-d'oeuvre et les techniques appliquées liées à la mise en valeur des ressources humaines ;

e) Suggérer les accords institutionnels nécessaires en vue de promouvoir l'échange de données, de connaissances et de compétences techniques et en vue d'améliorer les contacts entre les régions ;

f) Développer une assistance mutuelle efficace par des programmes d'échange, des bourses d'étude et des observations visant à améliorer les compétences humaines ;

g) Identifier les accords, y compris les services institutionnels aux fins de planification et de mise en valeur de la main-d'oeuvre et d'élaboration de politiques relatives à la main-d'oeuvre dans les deux régions. A cet égard, identifier l'éventail desdites politiques et mesures concernées dans les deux régions et suggérer les aspects importants et intéressants utiles pour l'autre région ;

h) Présenter un rapport en se basant sur les domaines ci-dessus énoncés ou autres problèmes pertinents qui pourraient surgir au cours de l'étude ou être considérés comme importants pour l'étude.

II. SITUATION DE LA MAIN-D'OEUVRE

Aux fins d'examiner les domaines potentiels et existants de coopération en matière de mise en valeur et d'utilisation de la main-d'oeuvre entre l'Afrique et l'Amérique latine, il est nécessaire d'évaluer la situation actuelle de la main-d'oeuvre dans les deux régions. Même si l'analyse qui va suivre sera axée sur ces deux régions, on insistera davantage sur la situation de la main-d'oeuvre en Afrique, faute de renseignements sur la situation en Amérique latine ; on espère que le rapport préparé actuellement par les experts d'Amérique latine sur la main-d'oeuvre comblera cette lacune.

A. Indicateurs économiques et démographiques

Les tableaux 1 et 2, qui montrent plusieurs indicateurs économiques et démographiques pour les pays d'Afrique et d'Amérique latine respectivement, indiquent des différences des tailles de la population marquées : elles vont de 385 000 pour les Comores à 80,6 millions pour le Nigéria en Afrique et de 250 000 pour la Barbade à 119,6 millions pour le Brésil en Amérique latine (estimations démographiques de 1978). Le produit national brut (PNB) par habitant varie également de façon spectaculaire entre les pays : aussi faible que 120 dollars pour l'Ethiopie et aussi fort que 6 910 dollars pour la Libye en Afrique et 260 dollars pour Haïti et 2 910 dollars pour le Venezuela en Amérique latine en 1978. Nombreux sont les pays africains qui se situent au bas de la pyramide de développement, signe de l'extrême pauvreté de la plupart des habitants. L'espérance de vie à la naissance est généralement plus faible en Afrique qu'en Amérique latine, indice de meilleures conditions de vie dans la deuxième région. Le niveau d'instruction est beaucoup plus élevé en Amérique latine qu'en Afrique où, dans nombre de pays, il atteint des niveaux effroyablement bas. Les économies des pays africains sont encore essentiellement tournées vers l'agriculture, ainsi que le montre la part très importante de la population active travaillant dans l'agriculture. La part sensiblement plus faible de la population active dans le secteur primaire dans les pays d'Amérique latine traduit un plus grand degré d'industrialisation et la mise en valeur simultanée du secteur des services.

Les taux de croissance démographique moyens annuels pour les deux périodes 1960-1970 et 1970-1978 sont très significatifs. Avec des taux de fécondité élevés et des taux de mortalité en baisse, nombreux sont les pays - notamment en Afrique - qui ont enregistré une augmentation de leurs taux de croissance démographique moyens annuels au cours de la deuxième période. La plupart d'entre eux accusent un taux de croissance moyen annuel de l'ordre de 2,5 p. 100, ce qui contraste considérablement avec le très faible taux de

croissance (0,7 p. 100) enregistré par les pays industrialisés au cours de la même période. Une incidence des taux de croissance démographique élevés en Afrique et en Amérique latine est la jeunesse relative de la population. Ce qui entraîne un pourcentage très faible de la population en âge de travailler (15-64 ans) pour les deux régions, qui était en moyenne de 55 p. 100 en 1978 contre 65 p. 100 pour les pays industrialisés. Par conséquent, il y a une énorme concentration de la population du groupe d'âge allant de 0 à 14 ans dans les deux régions, ce qui signifie une lourde charge de dépendance vis-à-vis des jeunes de la part de la population active qui doit financer les efforts de développement. Ainsi, mises à part les contraintes financières, les taux de croissance démographique élevés, cause de la jeunesse des populations, aggravent le problème de la fourniture d'un enseignement primaire et secondaire pour les jeunes. Ce qui explique en partie les très faibles taux de participation dans l'enseignement en Afrique et, dans une moins grande mesure, en Amérique latine, ainsi que l'on notera bientôt.

Une analyse démographique n'est pas seulement très essentielle à l'évaluation des besoins futurs aux fins de mise en place de services éducationnels tels que les besoins en personnel enseignant, mais aussi à l'évaluation de la part de création d'emplois nécessaires en vue d'assurer une utilisation de la main-d'oeuvre efficace. Une cause principale du chômage dans les pays en développement est le taux de croissance démographique rapide qui s'ajoute à un accroissement de l'offre de main-d'oeuvre supérieur à la capacité d'absorption du secteur de l'emploi. Les conséquences des facteurs démographiques sur la planification et la mise en valeur de la main-d'oeuvre et de l'enseignement sont très évidentes et il conviendrait de ne pas les sous-estimer.

Certains pays d'Amérique latine ont adopté des politiques démographiques aux fins de contenir les taux alarmants de croissance démographique. Ainsi qu'il est dit dans le Rapport de 1980 de la Banque mondiale, "le fait caractéristique des pays d'Amérique latine au cours de la décennie écoulée est le ralentissement du taux d'accroissement démographique dans de nombreux pays" 1/. En Colombie, à Costa Rica, à Panama et en Uruguay, par exemple, la croissance démographique s'est sensiblement ralentie. Le Rapport Brandt souligne également que le Chili, la Colombie et le Costa Rica, premiers pays d'Amérique latine à adopter des politiques systématiques de planification de la famille, ont réduit de près d'un tiers leurs taux de natalité au cours des vingt dernières années 2/. C'est pourquoi, l'élaboration et la mise en oeuvre de politiques démographiques constitue un domaine où peuvent coopérer les pays d'Afrique et d'Amérique latine.

B. Développement de l'enseignement

La planification de l'enseignement est très étroitement liée à la planification de la main-d'oeuvre. En effet, l'enseignement - principale arme dans la lutte contre l'ignorance et la pauvreté - est considéré comme une priorité par les pays en développement dans leurs efforts visant à concrétiser les aspirations de la société. Dans tout pays - en particulier dans un pays en développement - le secteur de l'enseignement est très stratégique : en tant que part du budget de l'Etat ; en tant que fournisseur de main-d'oeuvre formée, indispensable à la réalisation des autres objectifs

1/ Banque mondiale, Banque mondiale, rapport annuel 1980, Washington DC, 1980, p. 59.

2/ Rapport de la Commission Brandt, Nord-Sud : Programme de survie, p. 107.

de développement ; et en tant qu'employeur de cette main-d'oeuvre formée. Dans cette section du rapport, on essaie de faire une analyse comparée des niveaux d'instruction entre l'Afrique et l'Amérique latine en se référant assez souvent aux pays avancés. On espère, entre autres, que cette analyse conduira à identifier les secteurs faibles et les secteurs forts dans les deux régions et, partant, à identifier les domaines potentiels en matière de collaboration et de coopération technique.

i) Inscription des élèves aux niveaux primaire, secondaire et supérieur d'enseignement

Le tableau 3, qui porte sur les inscriptions des élèves aux trois niveaux d'enseignement pour des pays choisis, montre clairement les différences notables des niveaux d'instruction parmi les pays pris individuellement, entre l'Afrique et l'Amérique latine, et entre ces deux régions et les pays avancés. Les pays d'Amérique latine et les pays avancés ont pratiquement assuré l'enseignement primaire pour tous, ce qui est loin d'être le cas pour la plupart des pays d'Afrique. C'est ainsi que la Haute-Volta n'a enregistré que 17 p. 100 de taux d'inscription dans le primaire en 1978. Certains pays africains tels que le Bénin, le Nigéria, l'Algérie et la Zambie ont réussi à accroître sensiblement leurs taux de participation dans le primaire durant les années 70 ; les deux derniers ayant presque assuré l'enseignement primaire pour tous.

L'étude de l'inscription des élèves au niveau supérieur d'enseignement révèle des différences plus grandes entre l'Afrique et l'Amérique latine d'une part et entre ces deux régions et les pays avancés d'autre part. Les taux d'inscription sont très faibles en Afrique, de loin très inférieurs à ceux de l'Amérique latine. Les pays industrialisés ont atteint des taux d'inscription élevés, et parmi ces pays, le Japon et le Canada ont presque assuré un enseignement secondaire pour tous. Le même phénomène ressort de l'examen des taux d'inscription des élèves du niveau supérieur, à savoir que l'Afrique se situe loin derrière par rapport aux pays avancés. Parmi les pays d'Afrique, seule l'Egypte peut être comparée aux pays d'Amérique latine, où, le Porto Rico a accusé le taux d'inscription dans le secondaire le plus élevé en 1976.

ii) Enseignement supérieur : inscriptions pour 100 000 habitants

Au cours de la période 1970-1977, le nombre des étudiants de l'enseignement supérieur pour 100 000 habitants a sensiblement augmenté en Afrique et en Amérique latine, sauf dans quelques pays tels que le Mozambique et la République-Unie de Tanzanie qui, avec la Haute-Volta, avaient moins de 20 étudiants pour 100 000 habitants en 1977 (tableau 4). Les pays d'Amérique latine peuvent en règle générale être comparés favorablement aux pays avancés. La situation en Afrique est tout à fait déplorable et seule l'Egypte peut être favorablement comparée aux pays d'Amérique latine. Le Porto Rico avait en 1977 le taux d'inscription le plus élevé en Amérique latine avec 3 600 étudiants pour 100 000 habitants, ce qui constitue une réalisation supérieure à celle de n'importe lequel des pays industrialisés, à l'exception des Etats-Unis.

L'analyse faite plus haut montre que, bien que nombre de pays d'Afrique et d'Amérique latine aient accompli des progrès notables dans l'octroi de services éducationnels au cours des deux dernières décennies, ils ont encore beaucoup à faire - et ce, notamment pour les pays d'Afrique - avant de combler le fossé éducationnel qui les sépare des pays avancés. Il ressort également que l'Amérique latine se situe loin devant l'Afrique en matière de niveau d'instruction.

iii) Enseignement supérieur : inscriptions et diplômés selon les niveaux et domaines de classification internationale type de l'éducation (CITE)

Les tableaux 5 et 6 donnent une analyse détaillée des inscriptions et des diplômés de l'enseignement au niveau supérieur dans les pays choisis d'Afrique et d'Amérique latine. L'analyse, entre autres, indique les pays et disciplines dans lesquels les services pour les études universitaires supérieures (niveau 7) sont bien développés ; par exemple, l'Egypte dans plusieurs disciplines et l'Algérie dans les sciences médicales, la santé et l'hygiène. D'autres pays tels que le Brésil, le Mexique et le Nigéria ont créé des services importants pour les études universitaires supérieures mais pour lesquels on ne dispose pas de renseignements détaillés. C'est un indicateur important des résultats éducationnels, qui fournit de plus des renseignements essentiels sur la coopération potentielle en matière de mise en valeur des ressources humaines. Bien que l'échange d'étudiants entre l'Afrique et l'Amérique latine aux niveaux étudiant et sous-professionnel touche nombre d'institutions de l'enseignement supérieur dans les deux régions, l'échange d'étudiants au niveau des études universitaires supérieures devrait être fait dans les institutions où l'on dispose de services considérables. L'Egypte est, à cet égard, beaucoup plus avancée que les autres pays d'Afrique et peut, de façon remarquable, être comparée aux pays d'Amérique latine.

Un problème important relatif à la main-d'oeuvre qui ressort des tableaux 5 et 6 est la répartition des étudiants et diplômés entre les disciplines scientifiques et non scientifiques. La situation est tout à fait fâcheuse dans nombre de pays d'Afrique où il existe une prépondérance de la formation dans les disciplines non scientifiques. C'est ainsi que moins de 20 p. 100 et environ 35 p. 100 des diplômés de 1977 au Sénégal et en Zambie, respectivement, avaient fait des études scientifiques et techniques. Fait particulièrement défavorable si l'on compare avec le Mexique, l'Uruguay et Cuba qui, en la matière, enregistraient respectivement 60 p. 100, 49 p. 100 et 46 p. 100. Le manque de personnel enseignant dans les disciplines scientifiques et techniques et l'incapacité des étudiants qualifiés (possédant un solide bagage scientifique et mathématique) à grossir les rangs des contingents tendent à perpétuer la crise aiguë de main-d'oeuvre scientifique et technique dans divers secteurs des économies des pays d'Afrique. En effet, ces domaines, très stratégiques pour le développement de la science et de la technique, sont ceux où l'Afrique et l'Amérique latine peuvent mettre en commun leurs ressources en vue de constituer une base solide aux fins de coopération technique.

C. Problèmes relatifs à la main-d'oeuvre

Comme nombre d'autres pays en développement, la main-d'oeuvre d'Afrique et d'Amérique latine se caractérise par un déséquilibre fondamental qui se traduit par une importante main-d'oeuvre non qualifiée ou semi-qualifiée, très souvent sous-utilisée et par une pénurie constante de main-d'oeuvre de haut niveau et qualifiée professionnellement, technique et connexe. Les pays africains connaissent divers degrés de problèmes liés à la main-d'oeuvre, dont les plus marquants sont les suivants :

a) Pénuries de main-d'oeuvre

A l'instar des premier et deuxième plans de développement, le troisième plan de développement national de la Zambie (1979-1983), a été lancé afin de lutter contre le spectre continu des pénuries de main-d'oeuvre, et ce, notamment dans les emplois professionnels, techniques et de gestion. L'industrie minière, secteur-clé de l'économie,

est lourdement tributaire de la main-d'oeuvre qualifiée expatriée. Le personnel enseignant, en particulier dans le secondaire et les écoles techniques et dans les institutions d'enseignement supérieur est en nombre insuffisant et la plus grande partie de ceux qui sont employés sont des expatriés travaillant sous contrat. En 1974, environ 60 p. 100 des postes professionnels, techniques et connexes étaient occupés par des expatriés, 30 p. 100 par des nationaux et les 10 p. 100 restants étaient vacants 1/.

Le Sénégal est considérablement assujéti à l'assistance technique, notamment au personnel français principalement dans l'enseignement des sciences aux niveaux secondaire et universitaire. Au cours de la session 1977/78, seul 49,4 p. 100 des 539 membres du personnel académique de l'Université de Dakar étaient africains (c'est-à-dire sénégalais et autres africains), et le reste principalement des expatriés français. C'est la même situation qui prévaut dans nombre de pays africains francophones tels que la Côte d'Ivoire où, en 1974, le personnel enseignant national représentait environ 22 p. 100 ; le reste étant composé d'expatriés fournis au titre de l'assistance technique française.

Le Nigéria est également lourdement tributaire de la main-d'oeuvre expatriée destinée à pallier les insuffisances de la main-d'oeuvre. La participation expatriée est très élevée (plus de 20 p. 100) dans des catégories telles que les architectes, les ingénieurs, les médecins généralistes et la plupart des autres spécialistes. Au cours du quatrième Plan de développement national du Nigéria, 1981-1985, et compte tenu du profond fossé entre la demande et l'offre de main-d'oeuvre et de l'accroissement limité des moyens de formation, force a été de continuer à faciliter la libre circulation du personnel expatrié qualifié, en particulier en ce qui concerne les emplois scientifiques et techniques où le problème de pénurie de main-d'oeuvre est ressenti de façon particulièrement aiguë 2/. Avec la pénurie de main-d'oeuvre existante et les vastes programmes d'investissement envisagés dans divers secteurs de l'économie au cours de la période du quatrième Plan, on nécessitera d'énormes besoins supplémentaires en main-d'oeuvre durant cette période (tableau 7). En ce qui concerne les catégories de main-d'oeuvre englobant les architectes, les comptables, les ingénieurs, les médecins, les techniciens industriels et architectes, où l'on trouve des taux très élevés de postes vacants (en général plus de 40 p. 100), les besoins économiques supplémentaires dépassent les réserves actuelles.

On retrouve le schéma, décrit plus haut, de graves pénuries de main-d'oeuvre, - facteur de lourde dépendance vis-à-vis des expatriés - dans presque tous les pays africains. Nombreux sont les postes stratégiques qui restent longtemps vacants. Cet assujettissement aux expatriés est pour beaucoup dans le coût de développement élevé. C'est ainsi que très souvent les frais de logement occasionnés pour un expatrié français fourni au titre de l'assistance technique dans un pays africain francophone sont supérieurs au traitement d'un diplômé autochtone.

Une caractéristique marquante des problèmes de main-d'oeuvre en Afrique est le profond manque de main-d'oeuvre sous-professionnelle ou intermédiaire, notamment de main-d'oeuvre technique intermédiaire. Selon une étude sur les besoins en main-d'oeuvre du Nigéria effectuée en 1977, il y a eu de graves pénuries de techniciens industriels, de techniciens vétérinaires, de dessinateurs, d'assistants agricoles et d'infirmières. La pénurie de main-d'oeuvre technique intermédiaire tient principalement à l'abandon relatif de l'enseignement technique, au manque d'enseignants qualifiés et au nombre insuffisant

1/ République de Zambie, troisième Plan de développement national, 1979-1983, Lusaka, Octobre 1979, p. 74.

2/ République fédérale du Nigéria, grandes lignes du quatrième Plan de développement national 1981-1985, Ministère fédéral de la planification, Lagos, 1981, p. 97.

d'étudiants dotés d'un bagage scientifique et mathématique. Il arrive également, dans nombre de pays africains, que la politique des salaires et des revenus n'incite pas à suivre un enseignement technique intermédiaire puisqu'elle ne reflète généralement pas la rareté et le besoin de main-d'oeuvre technique intermédiaire.

Les universités africaines ainsi que les autres institutions d'enseignement supérieur qui forment la main-d'oeuvre hautement qualifiée connaissent également une pénurie généralisée de personnel enseignant. En Egypte, une étude du personnel enseignant des universités présentée au Conseil national de l'enseignement et de la recherche scientifique en 1978 a montré que l'augmentation du nombre des étudiants n'est pas allée de pair avec l'augmentation du nombre du personnel enseignant, en particulier dans les universités nouvellement créées. Elle a également montré que le nombre de personnel enseignant manquant dans les universités dépassait 10 000, notamment dans les facultés de lettres et d'ingénierie des vieilles universités et dans toutes les facultés des universités nouvellement créées. Telle est la situation actuelle du Nigéria, où nombreuses sont les nouvelles universités créées ces dernières années et où nombre d'autres seront créées avant la fin de la période du plan en cours, 1981-1985.

b) Qualité de la main-d'oeuvre

Le problème de la main-d'oeuvre dans les pays en développement en général et en Afrique en particulier n'est pas seulement celui d'une insuffisance quantitative, comme il est souligné plus haut, mais également celui d'une insuffisance qualitative. Priorité est principalement accordée à l'offre accrue de nouveaux diplômés de diverses institutions d'enseignement tout en s'efforçant d'augmenter au minimum le contenu pratique de leurs programmes de formation (notamment dans les domaines techniques et professionnels), généralement inadaptés à la demande du marché du travail. L'insuffisance quantitative de la main-d'oeuvre tient également aux combinaisons de produits des institutions d'enseignement, c'est-à-dire la combinaison des disciplines scientifiques et non scientifiques ainsi que les moyens de formation en cours d'emploi inadéquats pour la main-d'oeuvre qualifiée employée. Il en résulte une inefficacité de la main-d'oeuvre employée. C'est là un problème qui fut mis en évidence par certains des fonctionnaires que j'ai pu rencontrer au cours de ma mission au Sénégal, où le secteur économique n'arrive pas à absorber la production du système d'enseignement-notamment supérieur - en raison du caractère inadapté de celui-ci. Comme il est mentionné plus haut, moins d'un cinquième des diplômés de 1977 de l'Université de Dakar (Sénégal), se sont spécialisés dans les disciplines scientifiques et techniques, et, de ce fait, les diplômés de matières non scientifiques ont généralement des difficultés à trouver un emploi.

c) Sous-utilisation de la main-d'oeuvre

La sous-utilisation de la main-d'oeuvre, qui se traduit par le sous-emploi et le chômage en zone urbaine principalement et qui touche surtout les jeunes ayant terminé leurs études ne possédant aucune qualification spécifique, est en Afrique un problème très grave et très urgent. Il tient principalement à l'accroissement démographique élevé, l'inadéquation du système éducationnel, l'abandon relatif de l'aménagement rural et la capacité limitée à créer des emplois. La création limitée d'emplois est, entre autres, due à la cherté excessive de la main-d'oeuvre dans les zones urbaines et la politique de l'argent facile par plusieurs incitations industrielles qui favorisent l'adoption de techniques à forte intensité de capital. En effet, la distorsion du facteur du mécanisme des prix et l'existence de différences de revenus entre les zones urbaines et rurales, que des révisions salariales périodiques tendent à accroître et à entraîner un exode rural, influent négativement sur la création d'emplois, et aggravent le problème de la sous-utilisation de la main-d'oeuvre en zones urbaines.

Les perspectives en ce qui concerne le chômage sont encore plus sombres dans les pays en développement où le chômage atteint des proportions sans précédent. On prévoit que la main-d'oeuvre augmentera d'environ 550 millions au cours de ce dernier quart de siècle, soit le double de l'augmentation enregistrée au cours du quart précédent ^{1/}.

Les politiques visant à l'adoption de programmes globaux d'aménagement rural (y compris la création d'industries artisanales ou liées à l'agriculture) et l'adoption d'une technique intermédiaire, par opposition à une technique avancée - selon que de besoin - contribueront largement à la solution du problème de la sous-utilisation de la main-d'oeuvre. De telles politiques peuvent accroître la capacité de création d'emplois des économies, notamment en milieu rural et, partant, réduire l'exode rural ; et c'est là qu'une coopération entre l'Afrique et l'Amérique latine dans le domaine de la science et de la technique devient indispensable. Les pays d'Afrique doivent axer davantage leurs efforts sur l'adoption d'une technique intermédiaire et la mise en place d'industries artisanales susceptibles d'utiliser leurs matières premières (dont un trop grand nombre ne sont pas utilisées aujourd'hui) et de créer davantage d'emplois. Nombre de pays d'Amérique latine offrent, à cet égard, d'énormes possibilités.

d) Abandon de l'enseignement de type non classique

Un trait négatif principal de la stratégie de la mise en valeur de la main-d'oeuvre en Afrique est l'abandon relatif de l'enseignement de type non classique tel que les services de vulgarisation agricole, l'alphabétisation fonctionnelle, la formation en entreprise et le système d'apprentissage autochtone. L'enseignement de type non classique n'a pas été soumis au même type de planification et ne s'est pas vu accordé une allocation financière en tant qu'enseignement de type classique.

On ne saurait exagérer le rôle qu'un tel type d'enseignement peut jouer en Afrique. Compte tenu du niveau d'alphabétisme effroyablement bas, de l'inadéquation de l'enseignement de type classique et des taux élevés de chômage des élèves non qualifiés ayant terminé leurs études, l'enseignement de type non classique peut être une solution de rechange ou un supplément à l'enseignement de type classique ou les deux à la fois. Il est généralement admis que l'enseignement de type non classique coûte moins cher et est plus souple que l'enseignement de type classique et que les investissements consacrés à l'éducation sont plus prompts à venir et plus rentables. Il est généralement plus lié aux besoins du marché du travail. Dans un monde caractérisé par des changements technologiques rapides, la souplesse en ce qui concerne la qualité de la main-d'oeuvre requise et les techniques destinées à sa formation devient un élément important et souhaitable de la mise en valeur de la main-d'oeuvre. C'est un domaine que le tiers monde peut développer et utiliser pour favoriser la productivité de la main-d'oeuvre et pour mobiliser les ressources humaines inutilisées ou sous-utilisées à un coût et des efforts minimes. De surcroît, c'est un domaine dans lequel les gouvernements peuvent canaliser les ressources du secteur privé et permettre aux employeurs de jouer un rôle plus actif dans la formation et la mise en valeur de la main-d'oeuvre.

De plus en plus de gouvernements africains prennent conscience de l'importance de l'enseignement de type non classique, mais seuls quelques-uns ont déployé des efforts considérables en vue de le mettre en valeur. En Haute-Volta, des centres d'enseignement rural ont été créés depuis 1961 afin de former les jeunes. L'accent est mis sur la formation professionnelle et agricole et un enseignement de base y est dispensé.

^{1/} Banque mondiale, Rapport de 1979 sur le développement dans le monde, Washington DC, 1979, p. 110.

L'Ethiopie a entrepris une vaste campagne d'alphabétisation nationale aux fins de supprimer l'analphabétisme des masses dans un bref délai. Cette tâche accomplie, des millions d'Ethiopiens sauraient lire et écrire et, partant, seraient plus réceptifs aux nouvelles idées. La République-Unie de Tanzanie a lancé une politique intitulée "Enseignement en vue de l'autosuffisance" par laquelle elle s'engage à l'enseignement en vue du développement. Ce qui signifie qu'il importe de "lancer de nouveaux programmes novateurs, adaptés à la mise en valeur de la main-d'oeuvre et à l'enseignement fonctionnel..." "On rappelle également aux masses que le processus visant à faire en sorte que l'enseignement contribue au développement était un processus permanent, qui ne commence pas ou ne se termine pas avec les formes institutionnelles d'éducation mais fait partie intégrante de la vie quotidienne" 1/.

En s'engageant de façon aussi ferme sur la voie de l'enseignement de type non classique, la République-Unie de Tanzanie a mené sans relâche une campagne d'alphabétisation des adultes afin de lutter énergiquement contre l'analphabétisme et la pauvreté. Les quatre principaux objectifs du programme sont d'assurer la connaissance, combler le fossé éducationnel, faciliter le changement social et mobiliser les populations en vue du développement. Ce programme a été lancé en 1970 après une planification appropriée et une mobilisation gigantesque des ressources humaines et matérielles. Les succès de la campagne visant à promouvoir non seulement l'alphabétisation des adultes mais l'alphabétisation fonctionnelle ont été considérables. La République-Unie de Tanzanie s'est ainsi classée comme le premier pays d'Afrique en ce qui concerne ses réalisations dans le domaine de l'alphabétisation des adultes (voir tableau 1) et a également témoigné du résultat auquel il est possible d'aboutir par des programmes d'enseignement de type non classique dans les pays en développement lorsque la planification est appropriée.

La République-Unie de Tanzanie s'est de nouveau inscrite comme novatrice en 1976 avec l'institution du Folk Development College (FDC) Programme, genre d'enseignement de type non classique en vue de l'aménagement rural 2/. Ce programme, qui est une adaptation de la Folk High School suédoise 3/, a commencé à fonctionner en 1976 en vue principalement de satisfaire les besoins et de résoudre les problèmes de la poursuite d'un enseignement post-alphabétisation en milieu rural. Les FDC ne fournissent ni compétences ni connaissances en vue d'un emploi salarié mais sont axés sur l'octroi des compétences et connaissances nécessaires indispensables pour le développement social et économique en milieu rural.

Certains pays d'Amérique latine ont mis au point différentes sortes d'enseignement de type non classique ; ce sont, le Brésil avec la formation industrielle, Cuba, avec une campagne d'alphabétisation des adultes et le Pérou avec l'enseignement par correspondance. La grande expérience cubaine remonte à 1961 avec le lancement d'une

1/ Edmond J. Keller, Enseignement de type classique en vue du développement : Rapport d'une mission effectuée en Tanzanie, du 17 au 22 mars 1977.

2/ Voir Y.D. Kassam The Folk Development Colleges Programme in Tanzania : A case Study on non-formal Education for Rural Development, Addis-Abeba, 1978.

3/ J'ai visité certaines Folk High Schools en Suède alors que je participais à un programme d'échange en septembre 1980. Elles constituent une part importante du programme d'enseignement de type non classique en Suède, domaine où le pays s'est révélé très efficace et dans lequel il a obtenu d'immenses succès, si on compare avec les autres pays avancés.

campagne d'alphabétisation massive et sans précédent. Cette campagne, qui fut comparable à des efforts de guerre nationale, a mis en jeu des milliers de jeunes et d'adultes qui se sont engagés comme enseignants. En l'espace d'un an d'efforts intensifs, le taux d'analphabétisme à Cuba a baissé de façon spectaculaire ^{1/} et, par la suite, le pays s'est classé comme ayant le taux d'alphabétisation le plus élevé d'Amérique latine (tableau 2).

Le Brésil a réalisé des progrès remarquables en incluant l'industrie non seulement dans la formation professionnelle de type non classique et industrielle mais également dans la gestion d'institutions dispensant un enseignement technique et professionnel classique, rendant ainsi ce type de formation adapté aux besoins du marché du travail. Tant le service national brésilien pour la formation industrielle que la fédération brésilienne des entreprises participent à la gestion de la plupart des institutions techniques et professionnelles classiques, en leur fournissant du matériel et du personnel. Ce dernier prend part à la production industrielle et enseigne dans les institutions professionnelles classiques qui utilisent l'industrie pour la formation dans l'entreprise. Ainsi, les besoins en main-d'oeuvre de l'industrie sont intégrés de façon adéquate dans les programmes de formation des institutions. Ce mariage efficace entre l'industrie et les institutions d'enseignement de type classique qui dispensent la formation de niveau intermédiaire au Brésil a considérablement réduit le manque de rapports entre la formation et le monde du travail, fléau des pays africains.

Il existe d'énormes potentialités de coopération entre l'Afrique et l'Amérique latine dans différents aspects de l'enseignement de type non classique, notamment la campagne d'alphabétisation des adultes et la formation industrielle.

D. Exode des compétences.

Comme la plupart des autres pays en développement, ceux d'Afrique et d'Amérique latine font face, depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, mais surtout depuis le début des années 60, à un considérable exode de la main-d'oeuvre hautement qualifiée : c'est le phénomène de l'exode des compétences. Il touche principalement les scientifiques, physiciens et chirurgiens, ingénieurs et autre main-d'oeuvre qualifiée dans des professions pour lesquelles l'enseignement et la formation ont un caractère à long terme de forte intensité de capital et celles qu'il est généralement difficile de remplacer dans le marché du travail local. Ce "transfert inverse de technologie" des pays en développement vers les pays développés s'effectue sur un fond de graves pénuries de main-d'oeuvre dans les pays en développement et préoccupe tout particulièrement les dirigeants de ces pays.

On a introduit l'exode des compétences dans l'analyse de la CTPD pour un certain nombre de raisons. Tout d'abord afin de situer le phénomène comme un problème relatif à la main-d'oeuvre dans les pays en développement, de souligner son apleur et son flux en direction des pays avancés (c'est-à-dire, flux Sud-Nord) et par là renforcer la nécessité d'une CTPD. Par ailleurs, on veut mettre l'accent sur le fait que la coopération technique entre l'Afrique et l'Amérique latine en ce qui concerne l'échange d'étudiants et de boursiers devrait être contrôlée automatiquement afin d'empêcher, ou au moins de décourager, l'exode Sud-Sud des compétences ; ce qui garantirait qu'une forme d'exode de compétences ne se substitue

^{1/} Voir M. Ahmed et P.H. Combs (Eds.) Education for Rural Development, Praeger Publishers, New York, 1975, p. 71.

pas à une autre. On pourrait faire valoir que les incidences d'un flux Sud-Sud de main-d'oeuvre ne seraient pas les mêmes que celles d'un exode Sud-Nord des compétences, puisque dans le premier cas, ce type de main-d'oeuvre serait toujours utilisé dans le monde en développement. Toutefois, le danger en pareil cas est qu'un tel exode des compétences risque de s'effectuer vers les pays les plus développés du tiers monde, ce qui accentuerait le problème des pénuries de main-d'oeuvre dans les pays les moins avancés.

Les tableaux 9 et 10 montrent l'ampleur du flux de la main-d'oeuvre professionnelle d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine vers les Etats-Unis et le Royaume-Uni. Les renseignements figurant dans ces tableaux ont aujourd'hui été complétés. Au cours de la période 1963-1972, 1 326 professionnels égyptiens (docteurs, dentistes, enseignants et ingénieurs), 5 925 professionnels indiens et 5 309 professionnels antillais ont émigré au Canada. Entre 1964 et 1972, 23 487 professionnels originaires de l'Inde, du Pakistan et de Sri Lanka, 6 011 des Antilles et 2 699 de l'Amérique latine ont émigré au Royaume-Uni. Au cours de la période 1970-1974, 10 868 immigrants originaires de 16 pays d'Amérique latine ont été admis aux Etats-Unis comme travailleurs professionnels, techniques et connexes.

Ces éléments ne couvrent pas tout le flux de professionnels de pays en développement vers les pays développés puisque les pays européens - à l'exception du Royaume-Uni - ont été exclus. Par ailleurs, les données ne brossent pas un tableau exact dans la mesure où elles indiquent seulement les professionnels qui ont émigré dans les pays développés et excluent les professionnels qui se sont qualifiés dans ces pays et ne sont pas retournés dans leurs pays d'origine. C'est ainsi que la principale cause d'exode des compétences du Nigéria - comme dans nombre d'autres pays africains - tient au fait que nombreuses sont les personnes qualifiées qui restent à l'étranger, une fois leur formation terminée, au lieu de rentrer dans leur pays. Les données examinées plus haut ne sont pas actuelles, mais rien ne porte à croire que le phénomène de l'exode des compétences ait diminué. Selon le rapport de la Commission Brandt, plus de 400 000 médecins et chirurgiens, ingénieurs, scientifiques et autre personnel qualifié ont émigré des pays en développement vers les pays développés durant les années 60 et 70 ^{1/}.

Les facteurs qui président à l'exode des compétences sont les meilleures rémunérations et conditions de travail dans les pays avancés, les déséquilibres entre l'offre de main-d'oeuvre qualifiée en provenance du système de l'enseignement secondaire des pays en développement et la demande réelle des économies locales, l'absence d'une utilisation optimale du personnel qualifié, ainsi que l'incidence des facteurs d'ordre politique et de l'instabilité interne. On a fait valoir que le flux de main-d'oeuvre en provenance des pays en développement contribuait à résoudre le problème du chômage parmi les ressortissants hautement instruits. Cela est peut-être vrai pour des pays tels que l'Inde, le Pakistan, le Bangladesh et les Philippines, mais absolument erroné pour les pays africains et latino-américains. Quelques pays en développement notamment le Bangladesh, le Pakistan et les Philippines ont effectivement adopté différentes mesures politiques visant à encourager et à organiser "l'exportation de la main-d'oeuvre" non seulement en direction des pays développés mais également vers leurs homologues en développement (par exemple les pays riches en pétrole du Moyen-Orient) pour acquérir des devises.

Au Bangladesh par exemple, les recettes en devises provenant de l'exportation de main-d'oeuvre venaient après celles que procurent les produits de jute en 1978.

^{1/} Rapport de la Commission Brandt, Nord-Sud : Programme de survie, p. 109.

L'exportation de main-d'oeuvre procure des devises à ces pays, mais s'accompagne de certains problèmes parmi lesquels la difficulté qu'il y a à canaliser les recettes en devises vers les entreprises productives plutôt qu'à les utiliser à des fins de consommation ostentatoire avec l'incidence sociale néfaste qui en résulte, le fait que de nombreuses zones rurales dans ces pays connaissent toujours des pénuries de main-d'oeuvre lorsqu'on envoie des nationaux à l'étranger pour attirer des devises et le problème que pose le réemploi des rapatriés puisque ceux-là exigent souvent des salaires comparables aux traitements élevés qu'ils percevaient à l'étranger. La promotion de l'exportation de main-d'oeuvre doit être considérée comme une mesure à court terme, les inconvénients devant vraisemblablement en contrebalancer les avantages à long terme. Seules des politiques économiques et du personnel solides telles que la réforme du système d'enseignement et la planification efficace de la main-d'oeuvre visant à orienter l'enseignement et la formation en fonction des exigences du marché du travail, ainsi que la diversification de l'économie devant procurer davantage de devises, peuvent permettre de trouver des solutions durables et efficaces à ces problèmes.

Les pays africains et latino-américains ne participent pas à la promotion volontaire de l'exportation de main-d'oeuvre en vue d'attirer des devises ou d'atténuer le problème du chômage parmi les personnes hautement qualifiées. Ils se sont par contre efforcés d'encourager le retour au pays de leurs ressortissants. Les pays africains s'y sont employés individuellement alors que leurs homologues latino-américains l'ont fait individuellement et conjointement par le biais du "Programme de rapatriement des compétences". Le programme que poursuivent les pays latino-américains avec la coopération du Comité intergouvernemental sur la migration en Europe (CIME) à Genève vise à encourager et à faciliter le retour du personnel de niveau intermédiaire et de haut niveau dans leur pays d'origine ^{1/}.

L'Afrique et l'Amérique latine pourraient coopérer pour trouver des moyens d'encourager le retour des nationaux dans leurs différents pays d'origine. En outre, la poursuite de la coopération technique entre les deux régions concernant l'échange d'étudiants et d'universitaires permettrait d'atténuer le problème de l'exode des compétences de deux manières :

a) la situation économique et politique (y compris les traitements et les conditions de travail) dans les deux régions sont plus identiques et ne sont pas aussi favorables que celles qui règnent dans les pays avancés pour encourager l'exode des compétences ;

b) il est vraisemblable que les pays des deux régions jugeront plus souhaitable de parvenir à des accords visant à assurer le retour au pays des experts et étudiants à l'issue de leurs contrats et de leurs études respectivement et seront plus disposés dans ce sens.

E. Services institutionnels de planification de la main-d'oeuvre

La mise en valeur de la main-d'oeuvre n'est pas une fin en soi mais un moyen d'atteindre d'autres objectifs de développement. La planification de la main-d'oeuvre et du développement général sont donc des activités liées l'une à l'autre, la première ne pouvant être entreprise de façon importante qu'en tenant compte d'objectifs socio-économiques bien définis. Les besoins en main-d'oeuvre devant être fondés sur les

^{1/} BIT, Conférence mondiale tripartite sur l'emploi, Documents de base, Vol. II, Genève 1976, p. 161 à 167.

objectifs de la société, il s'ensuit que de tels besoins évoluent avec les transformations qui interviennent en ce qui concerne les objectifs et les conditions, notamment les mutations structurelles dans l'économie. C'est là que réside l'importance d'une planification de la main-d'oeuvre permanente et efficace comme élément essentiel de la planification du développement.

Bien que la planification du développement national ait été inaugurée depuis longtemps en Afrique, généralement avant l'indépendance politique, la planification de la main-d'oeuvre est intervenue beaucoup plus tard. Avec l'apparition du problème du chômage des personnes ayant terminé leurs études et la pénurie aiguë de main-d'oeuvre qualifiée, la planification de la main-d'oeuvre est devenue une exigence au début des années 60. Les pays africains ont introduit un type de planification ou un autre en mettant en place certains mécanismes et services institutionnels en vue de sa mise en oeuvre.

Toutefois, peu de temps après, l'élan en faveur de planification de la main-d'oeuvre s'est vite brisé. Un ou deux exemples permettront d'illustrer cette tendance. La Zambie a commencé à accorder une attention aux problèmes liés à la main-d'oeuvre en 1965, soit une année après l'indépendance, date à laquelle une commission chargée des questions de la main-d'oeuvre a été créée. En 1966, a été publié un rapport intégral sur la main-d'oeuvre ; il contenait des projections de la main-d'oeuvre couvrant la période qui va jusqu'à 1970. Le rapport était fondé sur une étude relative à l'utilisation et aux besoins de main-d'oeuvre qui a été réalisée en 1965. A ce jour, cette étude reste la seule enquête importante sur la main-d'oeuvre jamais effectuée en Zambie, le rapport sur la main-d'oeuvre paru ultérieurement étant un simple prolongement des projections contenues dans le premier rapport. Ainsi qu'il est dit dans l'actuel plan de développement du pays, la planification de la main-d'oeuvre a basculé dans l'oubli : "il ressort d'une étude historique de la planification de la main-d'oeuvre en Zambie que bien que le pays se soit rendu compte de la grande importance de l'évaluation et de la planification de la main-d'oeuvre immédiatement après l'indépendance et que l'on ait entrepris des mesures appropriées en la matière il n'y a pas eu de continuité" ^{1/}. On s'efforce actuellement de rétablir les services institutionnels indispensables à la planification du développement. Un nouvel organe, le comité de planification et de mise en valeur de la main-d'oeuvre vient d'être créé au sein de la Commission nationale de planification du développement. L'absence de personnel qualifié l'a empêché de démarrer effectivement.

Le Nigéria a mis en place un mécanisme institutionnel de planification de la main-d'oeuvre en 1962 date à laquelle une Direction nationale de la main-d'oeuvre et un Secrétariat ont été créés. Mises à part certaines activités prometteuses menées par la Direction au cours de la période allant de 1963 à 1965, cette dernière n'a jamais été efficace et s'est anémiée ; elle a été reconstituée plus tard en 1976. Une partie du problème du Secrétariat résidait dans le fait qu'il disposait d'un personnel insuffisant aussi bien quantitativement que qualitativement et ne pouvait donc pas faire face à ses responsabilités. Cette absence de continuité déplorée en Zambie et au Nigéria s'observe également dans les autres pays africains. Ainsi, à ce jour, seuls quelques-uns d'entre eux disposent des services institutionnels efficaces pour la planification de la main-d'oeuvre. Bien que tous les pays africains élaborent différents types de plan de développement, la planification de la main-d'oeuvre qui constitue un aspect essentiel de la planification nationale n'a pas reçu l'acceptation et l'appui qu'il faut dans le processus de planification.

^{1/} Republic of Zambia, Third National Development Plan, 1979-1983, Lusaka October 1979, p. 48.

L'inefficacité de la planification de la main-d'oeuvre s'est traduite notamment par l'absence de projections relatives à l'offre et à la demande de main-d'oeuvre, l'inaptitude à apprécier les aspects des programmes de développement qui se rapportent à la main-d'oeuvre, l'absence d'une coordination efficace des conditions d'admission aux établissements d'enseignement, notamment les établissements d'enseignement supérieur d'où une absence de rationalisation et de coordination des différentes spécialisations offertes par les différents établissements d'enseignement, ainsi que le manque de coordination des différentes activités de mise en valeur de la main-d'oeuvre, les différents aspects de l'enseignement classique, les activités de formation en matière industrielle, etc. La pénurie de renseignements statistiques a été la cause et le résultat de l'inefficacité de la planification de la main-d'oeuvre. Les données disponibles à des fins de planification sont souvent inexactes et largement dépassées.

Les gouvernements africains ne peuvent être considérés comme soucieux de la planification nationale à moins qu'ils ne se préoccupent davantage de la planification de leurs ressources humaines, puisque cette dernière traite du facteur de développement le plus précieux et le plus capital. Les pays latino-américains tels que le Brésil, le Chili, le Mexique, le Venezuela et la Jamaïque ont acquis un capital expérience en matière de planification de la main-d'oeuvre et de fourniture de services institutionnels à cet effet. Ce capital pourrait aider énormément les pays africains en ce qui concerne cet aspect essentiel de la mise en valeur des ressources humaines.

III. ETAT ACTUEL DE LA COOPERATION DANS LE DOMAINE DE LA MISE EN VALEUR DE LA MAIN-D'OEUVRE ENTRE LES DEUX REGIONS

La coopération technique entre l'Afrique et l'Amérique latine dans le domaine de la mise en valeur et de l'utilisation de la main-d'oeuvre est récente et d'une importance négligeable. Chacune des deux régions entretient depuis longtemps des liens de coopération verticale avec les pays développés plutôt qu'une coopération horizontale entre eux, situation qui caractérise les pays africains en développement en général. La coopération actuelle entre les deux régions est apparue principalement au cours des années 70, encore que certaines ouvertures dans ce sens aient été faites au cours des années 60 lors de l'accession à l'indépendance politique de la plupart des pays africains.

A. Accords de coopération actuels en matière de mise en valeur de la main-d'oeuvre

Les accords de coopération existant entre les deux régions sont essentiellement bilatéraux (accords signés entre un pays africain et un pays latino-américain), et portent souvent sur une série de questions ayant trait à la main-d'oeuvre. Ces accords étaient d'ordinaire axés sur l'octroi de bourses d'études, l'échange d'étudiants et d'experts, y compris de professeurs, et sur la formation. Il n'existe pas de tentatives de coopération multilatérale intéressant un groupe de pays africains et latino-américains. Ainsi qu'il est dit plus loin dans le présent document, les deux commissions régionales ont engagé une forme de coopération dans le domaine de la formation. Certaines tentatives de coopération bilatérale entre pays des deux régions sont mises en exergue dans la section B.

Programmes coordonnés par la CEA

La CEA a lancé un programme de formation à l'intention des techniciens des organisations africaines à vocation économique. La CEPAL et les autres commissions régionales ont participé à la mise en oeuvre du programme. La CEA a offert deux types de formation au titre de ces programmes, ce sont :

a) un programme de bourses pour particuliers prévoyant un détachement trimestriel en vue d'une formation sur le tas dans le domaine techniques spécialisé du ressort de chaque bénéficiaire et ;

b) un programme de formation annuelle par groupe regroupant jusqu'à six stagiaires pendant une période de six semaines et prévoyant un voyage d'études organisé, des séminaires, des journées d'information technique et des détachements de courte durée 1/.

La CEA a lancé avec le concours de la CEPAL, de la Commission économique pour l'Europe (CEE) et l'assistance financière de l'Agence pour le développement international des Etats-Unis (USAID) le premier programme au titre du deuxième type de formation en mai et juin 1977. Il comportait un voyage d'études de six semaines et une formation en groupe en Amérique latine et en Europe à l'intention d'experts venant des organismes intergouvernementaux et nationaux africains chargés de promouvoir la coopération technique et économique. La CEA a parrainé en septembre et octobre 1979 un autre voyage d'études en Amérique latine et en Asie avec la collaboration de la CNUCED à l'intention de techniciens africains qui s'intéressent aux accords d'échanges préférentiels et de marché commun signés par les organismes intergouvernementaux de coopération économique. Dans chaque cas, les experts africains qui se sont rendus en Amérique latine ont pu procéder à un échange d'idées et de données d'expérience avec leurs homologues des organismes apparentés et observer le fonctionnement des organismes voisins de coopération économique.

B. Domaines de coopération bilatérale dans le domaine de la main-d'oeuvre

L'étude qui suit repose sur les renseignements rassemblés au cours des visites effectuées dans les pays et complétés par une bibliographie. Une lacune importante qui empêche de se fier énormément à la deuxième source est l'impossibilité d'évaluer le degré de réalisation d'un certain nombre d'accords de coopération sans parler de l'inaptitude à identifier les obstacles et les solutions possibles.

ANGOLA

L'Angola et Cuba

En 1977, l'Angola et Cuba ont signé des accords de coopération destinés à accroître l'assistance technique cubaine en faveur de l'Angola en vue de l'exécution de ses plans de développement, en particulier dans le secteur de l'économie, de la santé publique et des services. Vers la fin de 1978, les deux pays ont signé de nouveaux accords de coopération en vertu desquels Cuba devait mettre à la disposition de l'Angola les services de 6 400 experts (ingénieurs et techniciens). Cuba était également censé aider à la formation d'experts militaires.

1/ Voir le rapport sur la tournée d'étude organisée par la CEA à l'intention des responsables africains de la coopération économique (du 4 avril au 13 mai 1977) , qui a été élaboré par M. Bernard Mbakileki en novembre 1977.

Cuba prête à l'Angola une assistance technique pour le développement de son enseignement en lui fournissant un personnel enseignant. Des centaines de professeurs cubains ont été envoyés en Angola en 1979 pour enseigner pendant une période de deux ans des matières ci-après au niveau secondaire ; ce sont la physique, les mathématiques, la chimie et la biologie. Avec l'aide de superviseurs angolais, les professeurs cubains ont appris le vocabulaire portugais se rapportant aux matières qu'ils devaient enseigner.

L'Angola et le Brésil

Des dispositions ont été arrêtées au début de 1979 en vue de la signature d'un traité d'amitié et de coopération entre le Brésil et l'Angola, devant ouvrir la voie à des liens plus étroits dans plusieurs domaines, y compris la formation du personnel angolais. L'assistance technique et la formation ont également constitué un élément des accords commerciaux signés entre les deux pays. L'Angola a par exemple acheté 100 wagons au Brésil, ce dernier fournissant le personnel de supervision pour le montage des wagons en Angola.

L'Ethiopie et Cuba

En juin 1977, un accord est intervenu entre l'Ethiopie et Cuba, accord qui a par la suite conduit à la fourniture des services de quelque 300 médecins cubains à l'Ethiopie, accroissant ainsi sensiblement l'assistance médicale cubaine à l'Ethiopie. L'équipe médicale cubaine est composée de différents spécialistes dont 23 généralistes, 18 chirurgiens, 17 pédiatres, plusieurs infirmières, techniciens et spécialistes de laboratoire en matière d'administration de la santé. Les médecins et le reste du personnel médical ont suffisamment appris la langue locale pour communiquer avec les autochtones, éliminant ainsi les barrières linguistiques qui auraient pu éloigner les patients du personnel médical.

En mai 1978, 1 200 jeunes éthiopiens âgés de 9 à 17 ans et dont le niveau d'instruction variait entre la neuvième et la seconde ont été envoyés à Cuba pour y étudier avec des bourses octroyées par le Gouvernement cubain. L'Ethiopie et Cuba ont signé un autre accord de coopération économique, scientifique et technique en septembre 1978 qui vise à fournir à l'Ethiopie une assistance cubaine accrue dans plusieurs domaines y compris la planification du développement et l'enseignement. Les experts cubains devaient également participer aux efforts visant à augmenter la production sucrière de l'Ethiopie.

MOZAMBIQUE

Le Mozambique et Cuba

Le Mozambique et Cuba coopèrent depuis un certain temps dans les domaines de la pêche et de l'agriculture. La Direction nationale de la pêche du Mozambique a annoncé en 1977 que deux sociétés de pêche distinctes devaient être créées avec la participation de Cuba. La société mixte cubano-mozambicaine pourvoierait à la formation des Mozambicains aux techniques de pêche en plus de la construction d'un quai de pêche. Un accord a été conclu au début de 1978 en vertu duquel Cuba devait envoyer un groupe de professeurs et de techniciens en matière d'agriculture et d'élevage à l'Université de Maputo. Cela aurait permis d'instaurer une coopération technique entre l'Université et l'Institut supérieur des Sciences de l'agriculture et de l'élevage de la Havane.

Un groupe de 1 200 étudiants mozambicains de l'enseignement secondaire âgés entre 12 et 17 ans sont partis pour Cuba en septembre 1977 pour y poursuivre leurs études secondaires avec des bourses octroyées par le Gouvernement cubain. Un autre groupe de 1 200 étudiants a été envoyé au titre du même programme en 1979. Dans chaque cas, les étudiants étaient accompagnés de quelques professeurs mozambicains chargés d'assurer leurs cours de portugais, d'histoire, de géographie et d'instruction politique.

Le Mozambique et le Brésil

Le Mozambique et le Brésil sont liés par un certain nombre d'accords de coopération. Le Brésil devait par exemple aider à la construction d'un établissement de formation de secrétaires en 1978.

NIGERIA

A l'exception du Brésil, les liens de coopération entre le Nigéria et les pays latino-américains en matière de mise en valeur et d'utilisation de la main-d'oeuvre sont très récents. Au cours des quelques dernières années, le pays a signé des accords de coopération avec un certain nombre de pays latino-américains à commencer par la Jamaïque en octobre 1978. Il a depuis signé des accords de coopération avec l'Argentine, la Trinité-et-Tobago, l'Uruguay et le Brésil.

Le Nigéria et l'Argentine

L'accord de coopération économique, scientifique et technique signé entre le Nigéria et l'Argentine prévoit notamment l'échange de conseillers, d'experts et de fonctionnaires, notamment d'enseignants, l'octroi des bourses, l'organisation de voyages d'études et de séminaires. L'accord est intervenu en 1980 et est encore en début de mise en application ; il prévoit la création d'une commission mixte entre les deux pays pour assurer sa mise en oeuvre effective.

Le Nigéria et l'Uruguay

Le Nigéria et l'Uruguay sont liés par un accord de coopération qui porte sur la science et la technique. Cet accord comporte des dispositions prévoyant l'échange d'experts et de conseillers, la formation du personnel de contrepartie, la fourniture de services d'ingénieurs-conseil, l'octroi de bourses, l'organisation de voyages d'études et de séminaires. La signature de l'accord de coordination étant intervenue récemment, sa mise en oeuvre n'est pas très avancée.

Le Nigéria et le Brésil

Dès 1965, une mission commerciale brésilienne envoyée au Nigéria a conclu que le Brésil était disposé à former les Nigériens aux techniques de traitement du cacao. Bien qu'un accord de coopération ait été signé en 1972 entre les deux pays, la coopération ne s'est pas réellement matérialisée jusqu'à la signature d'un autre accord à la fin de la première réunion de la commission mixte en fin mars 1981. L'accord prévoit plusieurs dispositions relatives à la coopération technique en particulier dans les domaines de la formation industrielle, de l'enseignement et de la recherche.

S'agissant de la formation industrielle, il est proposé que le service national brésilien de la formation industrielle (SENAI) apporte au Fonds nigérian de la formation industrielle (ITF) un concours sous la forme d'un matériel pédagogique et de planification des services nécessaires à la création de centres de formation d'instructeurs en matière d'enseignement professionnel au Nigéria, d'une assistance à la formation des spécialistes de techniciens de l'ITF dans les domaines techniques clés afin de leur permettre de connaître leurs homologues brésiliens.

Dans le domaine de l'enseignement et de la recherche, le Brésil a manifesté un intérêt au système de l'Institut nigérian de technologie, l'expérience nigériane pouvant se révéler pertinente pour le développement du Brésil dans ce domaine. La Faculté d'architecture de l'Université de Sao Paulo et la Faculté d'urbanisme de l'Université de Lagos et l'Université d'Ife doivent coopérer à l'échange d'enseignants ainsi qu'à des activités de recherche. La coopération technique est également prévue entre l'Institut de recherche technologique de Sao Paulo et l'organisme d'élaboration des projets (PRODA) d'Enugu.

Parmi les autres domaines de coopération, définis d'un commun accord, on compte l'assistance brésilienne à la formation du personnel de l'entreprise nigériane de réassurance au Brésil, la fourniture de services de spécialistes brésiliens de l'éducation physique en vue du développement du sport au Nigéria et l'échange mutuel de programmes de promotion de la jeunesse et de formation d'animateurs. Les deux pays ont décidé que la société pétrolière du Brésil (Petrobras) et la Nigerian National Petroleum Corporation (NNPC) coopéreraient à la formation du personnel nigérian (techniciens, ingénieurs etc.) de l'industrie pétrolière et pétrochimique. Les deux pays devraient bientôt arrêter les modalités et les conditions de la mise en application de certains des accords de coopération.

Les propositions présentées ci-dessus montrent les possibilités de coopération en matière de mise en valeur et d'utilisation de la main-d'oeuvre et la mesure dans laquelle les pays africains et latino-américains pourraient s'y employer. Au moment où ces propositions seront mises en application, le Brésil sera devenu essentiel à l'action des Nigériens tendant à renforcer la CTPD.

Le Nigéria et le Brésil coopèrent déjà à l'échange d'universitaires et à l'octroi de bourses. Un professeur du Centre des études africaines de l'Université de Sao Paulo s'est rendu au département de langues modernes de l'Université d'Ife. Quelque 150 étudiants nigériens fréquentent actuellement les établissements brésiliens avec des bourses offertes par le Gouvernement brésilien.

Le Nigéria et Cuba

Les responsables nigériens et cubains se sont réunis à Lagos vers la fin du mois de mai 1981. Deux projets d'accord de coopération économique et de relations culturelles devaient être signés à l'issue de la réunion. 1/. Les deux principaux domaines de coopération envisagés sont la santé et l'agriculture. Cuba qui est bien connu pour ses services de santé en milieu rural devait aider le Nigéria à mettre en oeuvre son programme de services de santé de base.

1/ La réunion était en cours au moment où la mission au Nigéria s'est achevée à la fin de mars 1981.

SENEGAL

Le Sénégal est lié à quatre pays latino-américains (l'Argentine, le Brésil, le Mexique et le Venezuela) par des accords de coopération économique, scientifique et technique. Depuis quelques années, des étudiants sénégalais poursuivent leurs études au Mexique (dans différentes disciplines), au Brésil (en architecture principalement) et au Venezuela (en pétrochimie) avec des bourses offertes par les pays hôtes. Au cours de l'année universitaire 1980/1981, 22 étudiants sénégalais boursiers fréquentaient les universités mexicaines dans des disciplines telles que l'ingénierie, l'architecture, l'hydrologie, la linguistique, l'espagnol et l'hôtellerie, cinq autres étudiants la technologie industrielle et l'architecture dans les universités brésiliennes. Au cours des quelques dernières années il y a toujours eu un ou deux universitaires brésiliens à l'Institut fondamental d'Afrique noire (IFAN), de l'Université de Dakar, en qualité de professeurs en visite.

Le Sénégal et le Venezuela

Le Sénégal et le Venezuela ont signé un accord de coopération technique en vertu duquel le Venezuela a envoyé au Sénégal une équipe d'experts pour la prospection pétrolière. Les experts ont confirmé la découverte de pétrole au large des côtes du Sénégal. Le Venezuela est disposé à prêter au Sénégal l'assistance technique nécessaire en vue de l'exploration de ses ressources pétrolières.

ZAMBIE

La Zambie s'est efforcée d'instaurer une coopération avec les pays latino-américains presque immédiatement après son accession à l'indépendance en 1964. Cet effort a eu des résultats inégaux.

La Zambie et le Chili

La Zambie et le Chili sont parvenus en 1966 à un accord portant sur la fourniture d'une assistance technique en vue de l'exploration des ressources en cuivre de la Zambie. Les experts chiliens devaient se rendre en Zambie pour contribuer à l'étude de la législation relative au cuivre et qui se rapproche de celle du Chili et fournir des conseils concernant la passation de contrat avec les sociétés. Les experts devaient également fournir des conseils sur la façon de créer une société de cuivre identique à la Société chilienne du cuivre qui est un organisme étatique. En outre, les entreprises industrielles chiliennes devaient fournir le capital nécessaire à la création d'industries d'exploitation minière en Zambie et parrainer des centres de formation créés à l'intention des Zambiens.

Après la signature de l'accord, un changement de régime est intervenu au Chili, changement qui s'est traduit par un affaiblissement de la volonté de mettre l'accord en oeuvre et par une absence de mesures consécutives à cette signature. Bien que l'accord soit en veilleuse depuis, la Zambie lui manifeste toujours un intérêt et voudrait qu'il soit mis en oeuvre.

La Zambie et les Caraïbes

La Zambie a signé des accords de coopération avec certains pays des Caraïbes, en vertu desquels elle a reçu une assistance technique pour la formation du personnel de secrétariat (secrétaires et sténographes) en vue d'atténuer sa dépendance vis-à-vis du personnel d'origine britannique. La Zambie a par exemple signé un accord avec la Trinité-et-Tobago pour la fourniture de services de sténographes et de secrétaires ;

la Guyane a fourni sept sténographes à la Zambie en 1974. Cette assistance technique se poursuit encore et le personnel de secrétariat originaire des Caraïbes travaille encore en Zambie.

La Zambie et le Brésil

La Zambie et le Brésil ont signé en juin 1981 un traité de coopération prévoyant la création d'une commission mixte chargée d'en superviser la mise en application. Les deux pays ont décidé que l'assistance technique et la formation seraient partie intégrante de chaque projet visé par le traité. Le Brésil s'est déclaré disposé à former les Zambiens dans les domaines de l'aviation civile, des techniques d'irrigation et de la mécanisation des techniques agricoles. Les deux pays examinent actuellement un projet d'accord de coopération économique en application du traité. L'accord doit porter notamment sur l'échange d'étudiants, de chercheurs, d'experts et de consultants, en particulier dans les domaines de l'agriculture, de l'industrie et des ressources minérales. Les deux pays s'emploient à mettre en oeuvre l'accord qui, une fois mis en application, représentera la plus grande entreprise zambienne de coopération technique avec un pays en développement.

La Zambie et le Pérou

La Zambie et le Pérou se sont efforcés d'instaurer entre eux une coopération en 1976 et sont parvenus à un accord par lequel le Pérou devait apporter son concours à la Zambie dans le domaine de la pêche en lui fournissant les services d'un expert dans ce domaine. L'accord n'a cependant pas été mis en application.

La Zambie et les autres pays latino-américains

Les responsables zambiens ont fait savoir à la mission que leur pays s'intéressait à la coopération avec davantage de pays latino-américains en particulier avec l'Argentine et le Mexique. Les efforts allant dans ce sens sont en cours puisque les accords devant intervenir entre la Zambie et chacun de ces pays sont sous forme de projets. La Zambie voudrait entre autres choses intéresser l'Argentine à ses projets agricoles.

La Zambie considère les accords de coopération qui la lient actuellement à certains pays latino-américains comme un tremplin vers une coopération plus effective avec davantage de pays de cette région. Le pays veut réduire autant que possible sa lourde dépendance vis-à-vis des étrangers originaires des pays avancés s'il peut s'attacher les services d'experts venant d'autres pays en développement en particulier les pays latino-américains.

Cuba et les autres pays africains

En 1965, la Guinée et Cuba ont négocié un accord d'échange. La Guinée a proposé de lancer une expérience de culture de la canne à sucre avec l'aide de techniciens cubains pour la production, alors qu'elle fournirait à Cuba des spécialistes en matière de production d'huile de palme. On ne sait pas si cette proposition a été mise en oeuvre ou non. Toutefois, elle apparaît comme un exemple remarquable du type de coopération (en matière d'utilisation de la main-d'oeuvre) que les pays africains et latino-américains doivent poursuivre à l'échelle bilatérale avec des avantages de part et d'autre.

Dix experts cubains parmi lesquels on compte quatre techniciens de la marine se sont rendus en République-Unie de Tanzanie en 1979 pour former les travailleurs de la Tanzania Fisheries Company (TAFICO) au maniement d'une flotte de pêche moderne. Un accord a été signé en mars 1980 par les deux pays en vue de renforcer l'assistance technique cubaine à la République-Unie de Tanzanie. Il prévoit une aide cubaine à la République-Unie de Tanzanie en matière de planification économique et d'enseignement de l'espagnol. Les médecins cubains qui étaient en poste en Tanzanie pour une période de deux ans devaient prolonger leur séjour pour une seconde période et des instructeurs cubains en matière de pêche et d'agriculture ont été envoyés en République-Unie de Tanzanie.

Cuba a décidé de fournir une assistance technique à l'industrie sucrière de Madagascar conformément à un accord de coopération que les deux pays ont signé en 1979. Cuba a également décidé de fournir des techniciens et des experts aux plantations de canne à sucre de Sirama à Madagascar, d'octroyer des bourses et d'organiser des stages de formation à l'intention des employés des usines sucrières de Madagascar.

Le Brésil et le reste des pays africains

L'un des trois accords signés entre le Brésil et le Ghana en 1972 porte sur la coopération technique. Cet accord vise l'échange d'assistants d'université, d'enseignants, de techniciens et l'octroi de bourses par les deux pays. On ignore dans quelle mesure cet accord a été mis en application.

Un rapport élaboré par M. Michel Doo Kingue à la suite d'une visite qu'il a effectuée au Brésil en 1978 a identifié un certain nombre de domaines de coopération entre le Brésil et certains pays africains. En 1978, le Brésil a envoyé deux experts en matière de culture de cacao et un expert en matière de culture du café à Sao Tomé-et-Principe. Les rapports que présenteront ces experts permettront au Gouvernement brésilien de donner un fondement à toute autre décision en la matière. Deux professeurs du Centre des études africaines de l'Université de Sao Paulo se sont rendus en 1978 en Côte d'Ivoire pour y enseigner le portugais pendant deux ans. Le Brésil a coopéré avec la Guinée-Bissau en matière de pêche en mettant quinze bourses à la disposition de ce dernier pays.

C. Mouvement international d'étudiants

L'échange d'étudiants par le biais de bourses offertes par les pays hôtes constitue un aspect saillant de l'assistance technique entre les pays. Beaucoup d'autres étudiants vont à l'étranger soit munis de bourses octroyées par leur propre gouvernement soit en tant qu'étudiants indépendants. L'essentiel de l'analyse qui précède sur l'échange d'étudiants en tant que partie des domaines de coopération existant entre l'Afrique et l'Amérique latine considère cet échange essentiellement comme un élément de la coopération technique intergouvernementale. Cela ne traduit peut-être pas fidèlement l'importance du mouvement d'étudiants entre les deux régions.

Le tableau 11 présente les étudiants étrangers par pays d'origine au niveau supérieur dans 50 pays qui accueillent le plus grand nombre d'étudiants. Sur la base de ces chiffres, les observations ci-après semblent évidentes. Les étudiants africains à l'étranger sont pour la plupart en Europe occidentale et aux Etats-Unis. Les étudiants latino-américains se rendent pour la plupart aux Etats-Unis. L'échange

d'étudiants entre l'Afrique et l'Amérique latine a été d'une importance négligeable. Parmi les pays latino-américains cités, Cuba avait accueilli le plus grand nombre d'étudiants africains (801), soit les deux tiers des étudiants étrangers du niveau supérieur en 1976. Un certain nombre d'étudiants latino-américains fréquentaient les établissements d'enseignement supérieur ivoiriens en cette année. Malheureusement, faute de renseignements, le Brésil où se trouve un grand nombre d'étudiants africains n'est pas inclus dans la liste. Par exemple, en 1977, le Centre brésilien de gestion d'entreprises (CEBRAE) a organisé des stages de formation à l'intention de près de sept pays anglophones d'Afrique notamment le Nigéria et la Zambie. En 1978, 60 étudiants africains étaient inscrits à l'Université de Sao Paulo et plusieurs autres avaient déjà obtenu leurs diplômes de la même université. L'Institut brésilien de technologie alimentaire à Campinas a également accueilli des stagiaires venant de la République centrafricaine, de Côte d'Ivoire, du Nigéria et du Sénégal 1/.

Comme dans les autres secteurs d'activités économiques (commerce, mécanismes financiers, etc.) la grande dépendance des pays africains et latino-américains vis-à-vis des pays développés, notamment leurs anciens colonisateurs, (surtout dans le cas des pays africains) se traduit clairement dans la nécessité qu'ils ressentent de former le personnel qualifié à l'étranger. Par exemple, la France qui accueillait le plus grand nombre d'étudiants étrangers en 1977, les recevaient principalement des pays africains d'expression française. Le facteur linguistique détermine les étudiants originaires des pays en développement à entreprendre leurs études principalement dans les pays développés qui colonisaient auparavant leurs pays ou qui utilisent une langue identique à la leur.

Les raisons pour lesquelles les étudiants étrangers originaires des pays en développement se dirigent essentiellement vers les pays développés pour leur formation sont les suivantes : a) l'octroi de bourses par les pays développés aux ressortissants des pays en développement sous la forme d'une assistance technique ; b) l'insuffisance des établissements de formation dans les pays en développement et leur existence dans les pays développés ; c) la mentalité coloniale ou le complexe d'infériorité qui font que nombre de ressortissants pensent que la meilleure formation est dispensée dans les pays développés uniquement, ce qui les pousse à se rendre dans les pays développés pour y poursuivre leurs études même s'ils peuvent le faire sur place ; et d) l'insuffisance des renseignements relatifs aux établissements de formation dans les pays en développement. Pour essayer d'accroître l'échange d'étudiants entre l'Afrique et l'Amérique latine, il faudra absolument tenir compte des facteurs ci-dessus qui ont joué en faveur des pays avancés. Il faudra adopter des mesures spéciales pour renverser la tendance à la dépendance excessive vis-à-vis de ces pays en matière de formation.

IV. PROGRAMMES DE COOPERATION EN MATIERE DE MISE EN VALEUR ET D'UTILISATION DE LA MAIN-D'OEUVRE

A. Les institutions de mise en valeur de la main-d'oeuvre susceptibles de servir de cadre à la coopération

Avant d'évaluer différents domaines de coopération précis en matière de mise en valeur et d'utilisation des ressources humaines entre l'Afrique et l'Amérique latine il faut examiner l'infrastructure institutionnelle existante qui est susceptible de servir de cadre à des activités de coopération. L'utilisation des mécanismes et institutions existant au niveau national et le recours aux accords de coopération régionale et sous-régionale contribueraient largement à la réussite de tels efforts dans différents domaines.

1/ Voir ma mission au Brésil par Michel Doo Kingue, novembre 1978.

Institutions nationales

Le nombre des services existant au sein des établissements d'enseignement supérieur (universités, écoles polytechniques, collèges d'enseignement technique, etc.) et d'autres institutions de formation spécialisées s'est sensiblement accru depuis le début des années 60 dans les deux régions. De nouvelles universités et collèges d'enseignement technique ont été créés dans nombre de pays lorsque ceux qui existaient fonctionnaient nettement en dessous de leurs possibilités. Les raisons qui président à cette multiplication d'institutions sont souvent d'ordre politique, en Afrique notamment. Ainsi, la rentabilité a souvent été sacrifiée sur l'autel du pragmatisme politique. Nombre d'établissements d'enseignement et de formation dépassent la demande d'étudiants qualifiés et les besoins nationaux. Pour assurer une utilisation optimale de ces institutions, il faudrait en faire un cadre de coopération dans les domaines tels que l'échange de personnel et d'étudiants, l'octroi de bourses et les activités de recherche. Ces institutions peuvent être agrandies, si nécessaire, pour répondre à l'accroissement de la demande.

Les institutions régionales et sous-régionales

La CEA a accordé la priorité à la création d'institutions multinationales par le biais de l'établissement d'institutions régionales et sous-régionales pour la promotion de l'autosuffisance et de la coopération technique parmi les pays africains et d'un appui apporté à ces institutions. Ainsi, plusieurs institutions multinationales existent actuellement et sont diversement dotées en moyens alors que d'autres sont prévues ou sont en cours de construction en vue de former la main-d'oeuvre qui doit répondre aux besoins des pays africains. On trouvera ci-après une liste des institutions susceptibles de servir de cadre à la coopération technique entre pays africains et latino-américains.

a) Institutions de formation parrainées par la CEA

Chacune des institutions de formation parrainées par la CEA reçoit le concours financier d'une ou de plusieurs des sources ci-après : CEA, PNUD, FNUAP, gouvernements africains et bailleurs de fonds bilatéraux.

i) Centre régional de formation aux techniques des levés aériens, Ile-Ifé (Nigéria)

Le Centre a été créé en 1970 à l'intention des pays de l'Afrique de l'Ouest, encore qu'il accueille des étudiants venant des autres pays africains. Il dispense une formation aux techniques des levés aériens en vue de répondre aux besoins du continent en main-d'oeuvre dans ce domaine. Des cours de photogrammétrie et de photo-interprétation y sont dispensés.

ii) Institut africain de développement économique et de planification, Dakar Sénégal

L'Institut a été créé en 1964 à l'intention de l'ensemble des Etats africains. Il a pour objectifs de former les experts et hauts fonctionnaires spécialisés dans le développement économique et la planification et d'entreprendre des recherches en matière de développement économique et social comme un appoint à la formation qu'il assure. Il organise des séminaires et des stages de formation réguliers d'une durée de neuf mois.

iii) Instituts régionaux d'études démographiques

Trois instituts régionaux d'études démographiques (IREN) situés à Yaoundé (République-Unie du Cameroun), au Caire (Egypte) et à Accra (Ghana) respectivement ont été créés entre 1968 et 1971. Les IREN ont pour objectifs d'assurer une formation de haut niveau en matière de population et d'entreprendre des études et des travaux de recherche pour appuyer les programmes de formation organisés aux niveaux universitaire et universitaire supérieur.

iv) Centre régional africain de technologie, Dakar (Sénégal)

Le Centre qui a été créé en janvier 1980 a pour objectif de promouvoir le développement, l'utilisation et l'adaptation de la technologie, de diffuser les informations y relatives et d'encourager la coopération entre les institutions africaines de formation et de recherche qui s'intéressent à la technologie. Le Centre peut parrainer des travaux de recherche technologique spécifiques et assurer une formation pratique ou théorique aux spécialistes africains de la technologie et au personnel qui leur est assimilable. Le Centre doit également encourager le développement rural par le biais de programmes de technologie rurale.

v) Autres institutions

Trois des autres institutions de formation en Afrique parrainées par la CEA sont citées ci-après : l'Institut de statistique et d'économie appliquée de l'Université de Makerere, Kampala, qui forme des statisticiens de haut niveau (aux niveaux universitaire et universitaire supérieur) venant d'Ouganda et des autres pays anglophones d'Afrique ; le Centre de formation statistique de l'Afrique de l'Est (EASTC) à l'Université de Dar es-Salaam, qui assure une formation au niveau professionnel inférieur (sanctionnée par un certificat ou un diplôme) à l'intention des pays africains d'expression anglaise, notamment ceux d'Afrique de l'Est ; l'Institut de statistique sociale et de recherche économique (ISSER) à Legon (Ghana) qui dispense un programme d'enseignement et de recherche en statistique et assure une formation au niveau intermédiaire et une formation professionnelle aux niveaux universitaire et universitaire supérieur. Ces institutions participent au programme de formation statistique pour l'Afrique (PFSA) qui est destiné à assurer des possibilités de formation de statisticiens dont les services sont indispensables au développement socio-économique.

b) Nouvelles institutions récemment lancées par la CEA

Parmi les nombreuses institutions nouvelles prévues par la CEA, on compte les suivantes :

i) Etablissements supérieurs sous-régionaux de gestion et de finances

Le système de formation sous-régionale supérieure doit regrouper l'ensemble des Etats africains par sous-région, chaque établissement supérieur devant pourvoir aux besoins des pays de sa sous-région. Les établissements en question doivent assurer une formation et procéder à la recherche au niveau supérieur dans les différents domaines de gestion d'entreprises et de finances, organiser des stages de recyclage de courte durée et former des enseignants de gestion pour les collèges et établissements d'enseignement supérieur.

Quatre établissements qui doivent être implantés dans chacune des quatre sous-régions du continent doivent l'être à court terme, l'objectif à long terme étant de créer sept écoles identiques au sein des universités nationales qui seront chargées de les accueillir 1/.

La CEA s'efforce de faire entrer dans la réalité les établissements envisagés en se concentrant sur les questions telles que les programmes et les matières à enseigner, en identifiant la demande future de formation, en déterminant la situation des établissements existant au sein du cadre organisationnel et administratif des universités d'accueil. La CEA a, dans le même temps, fait démarrer l'élément relatif à l'octroi de bourses pour deux des établissements prévus, permettant ainsi aux étudiants de participer au programme de maîtrise en matière de gestion (MBA) de l'Université de Nairobi (Kenya) et de l'Université du Ghana.

ii) Institut supérieur africain de formation et de recherche techniques
Nairobi (Kenya)

Il s'agit là d'un institut intergouvernemental supérieur qui sera créé à l'intention de l'ensemble des Etats africains. Il assurera la formation du personnel technique des niveaux intermédiaire et supérieur, le perfectionnement des spécialistes de la technologie et des ingénieurs, ainsi que la formation au niveau supérieur des techniciens et enseignants des écoles polytechniques et des collèges techniques. Bref, il assurera la formation, le recyclage et le perfectionnement du personnel technique africain. Les activités de recherche menées par l'Institut seront axées sur le développement de l'enseignement technique et la conception de programmes, l'adaptation et la mise au point des technologies, ainsi que la fourniture de services d'ingénieurs - conseil aux Etats membres et aux établissements de formation technique. Le noyau du personnel de l'Institut est en cours de recrutement et l'Institut accueillera bientôt les étudiants.

iii) Centre régional africain de conception et de fabrication techniques ;
Ibadan (Nigéria)

Cet institut est destiné à servir de centre de recherche-développement pour l'ensemble des Etats africains. Il aidera notamment au perfectionnement et à la mise en valeur des compétences du personnel technique des institutions africaines qui conçoivent ou fabriquent des machines et des pièces dans les Etats membres, et coopérera avec les établissements publics et privés hors d'Afrique et les institutions internationales ayant des objectifs identiques à ceux du Centre. Il assurera une formation sur le tas en matière de conception de machines à l'intention des Africains. On en est actuellement au stade du recrutement du personnel et le Centre devrait ouvrir ses portes vers décembre 1981.

c) Programmes de bourses et de formation

i) Programme de bourses offertes sur le plan bilatéral

Le secrétariat de la CEA a commencé à coordonner un programme de bourses bilatéral à l'intention des africains en 1965 en tant que moyen d'accroître les possibilités de formation dans les domaines où on ressent des pénuries graves de main-d'oeuvre. Le secrétariat fait office de centre de liaison en recueillant des offres auprès des gouvernements et organismes donateurs et en choisissant

1/ Voir le document intitulé : CEA, coopération intra-africaine en matière de mise en valeur et d'utilisation de la main-d'oeuvre, novembre 1979.

convenablement des candidats valables pour les offres disponibles. Il élabore et distribue aux Etats membres de la CEA ainsi qu'aux organismes et aux institutions de formation intéressés plusieurs numéros de la "Notice d'information sur la formation" qui porte sur un certain nombre de possibilités de formation et de bourses à l'intérieur et à l'extérieur de l'Afrique. Quelque 1 300 bourses ont été octroyées à des Africains qui ont reçu une formation dans la région et à l'étranger au titre du programme exécuté entre 1965 et 1980.

ii) Programme élargie de formation et de bourses pour l'Afrique

En application de la résolution 318 (XIII) de mars 1977 adoptée par la Commission, qui invitait notamment "à la mobilisation de ressources pour l'exécution d'un programme de formation et d'octroi de bourses de perfectionnement pour l'Afrique qui accorderait la priorité aux besoins critiques de personnel des Etats membres", le secrétariat a institué en mai 1978 le Programme élargi de formation et de bourses pour l'Afrique. Ce programme qui inclut l'ancien programme coordonné de bourses bilatérales de la CEA, a pour objectif de former les Africains dans divers domaines intermédiaires et supérieurs de la main-d'oeuvre qui sont essentiels au développement socio-économique de la région. Il a pour objectif d'assurer la formation de 8 000 Africains en 5 ans, soit de 1978 à 1982 aussi bien en Afrique qu'à l'étranger, 3000 au moins desquels devront l'être dans les établissements africains. L'appui attendu de la part des pays africains au titre du programme devrait prendre la forme de dons en espèces et de bourses. Le programme est donc conçu comme un accord de coopération technique intra-africaine reposant sur le principe de l'autosuffisance parmi les pays africains en ce qui concerne la mise en valeur nécessaire de la main-d'oeuvre.

Coordination

La plupart des institutions parrainées par la CEA sont censées fonctionner en coopérant entre elles en ce sens qu'un projet devrait en appuyer d'autres et être appuyé par ceux-là en retour. Par exemple, le Programme élargi de bourses pour l'Afrique apporte un concours à d'autres projets sous forme de bourses; dans le même temps, le Centre régional africain de conception et de fabrication techniques pourra poursuivre l'oeuvre de mise au point de machines et d'outils que l'Institut africain de formation technique supérieure et de recherche pourrait innover ou inventer en cours de formation. De telles relations renforceront certainement l'efficacité de chaque projet.

B. Coopération au sein des pays africains et parmi eux

a) Coopération bilatérale

Nombre des accords de coopération existant entre les pays africains dans le domaine de la mise en valeur et de l'utilisation de la main-d'oeuvre ont une portée multinationale, sous-régionale ou régionale. Ces accords couvrent des domaines tels que l'échange d'étudiants, l'octroi de bourses et l'échange d'experts.

Les pays africains pourraient renforcer la coopération bilatérale entre eux en élargissant la portée des accords existants et en l'étendant à de nouveaux domaines. La République-Unie de Tanzanie a montré clairement comment l'éducation de type non classique peut efficacement compléter l'enseignement classique en matière de mobilisation des ressources humaines pour le développement général. Le Lesotho a eu

une grande expérience en matière de planification de l'enseignement par correspondance. Les pays africains pourraient tirer parti de cette expérience en adoptant ou en adaptant n'importe lequel de ces programmes ou des programmes similaires.

Coopération multinationale

On s'est efforcé de développer par un effort collectif la CTPD en Afrique dans le domaine de la mise en valeur et de l'utilisation de la main-d'oeuvre. Sont présentés ci-après des domaines servant de cadre à la coopération intra-africaine dans ce sens, c'est-à-dire les domaines dans lesquels on cherche à susciter la coopération technique et l'autosuffisance entre les pays africains :

- i) Le programme élargi de formation et d'octroi de bourses pour l'Afrique ;
- ii) Création et renforcement des organismes de formation et de recherche ;
- iii) Echange de connaissances techniques en Afrique par le moyen d'une coopération technique entre pays africains.

Il a déjà été fait allusion aux deux premiers programmes mis en oeuvre et coordonnés par la CEA. Le troisième programme "échange de connaissances techniques en Afrique par le moyen d'une coopération technique entre pays Africains" vise à instituer une CTPD au niveau de l'Afrique en vue de l'emploi d'africains expérimentés dans les secteurs public et privé y compris dans les établissements de formation. A cette fin, il a été demandé à la CEA de définir, de constituer et de publier un répertoire des experts africains et des organismes d'ingénieurs-conseil de façon à faciliter leur emploi en temps et lieu nécessaires. Le second aspect du programme porte sur le fonctionnement d'un service de placement et la fourniture de services d'experts africains à court terme aux organisations et gouvernements africains intéressés ou sur la mise à profit de leur expérience par le biais d'accords de coopération technique.

Obstacles

Des difficultés financières ont entravé l'exécution effective de nombre de programmes de CTPD en Afrique. Il ressort par exemple du rapport d'activités relatif au programme élargi de formation et d'octroi de bourses pour l'Afrique que les réalisations ont été faibles par rapport aux besoins et aux exigences, notamment en raison de l'absence de ressources provenant de l'aide et du nombre limité de bourses octroyées par les pays africains. L'essentiel des contributions en espèces versées au titre du programme provenait du Gouvernement des Pays-Bas. En outre, la mise en route des organismes prévus par la CEA a été retardée par l'absence de ressources, la plupart de pays africains ayant manqué de verser leurs contributions aux institutions intéressées.

Afin d'accroître les possibilités de mise en valeur des ressources humaines, les pays africains doivent fournir l'assistance financière aux établissements de formation et de recherche aux niveaux régional et sous-régional et en tirer un maximum de profit. Ce n'est que par le biais de cette coopération fructueuse qu'on pourrait parvenir à une autosuffisance dans le domaine de la mise en valeur et de l'utilisation de la main-d'oeuvre. L'efficacité d'une coopération intra-africaine est nécessaire à l'exécution de projets de CTPD interrégionaux.

C. Domaine de coopération éventuelle entre l'Afrique et l'Amérique latine

Le deuxième chapitre du rapport a mis l'accent sur les principales caractéristiques, de même que sur les inconvénients liés à la situation de la main-d'oeuvre en Afrique et en Amérique latine. Parmi ceux-là nous avons : une forte croissance démographique avec pour conséquence une population jeune ; une pénurie de main-d'oeuvre qualifiée en particulier dans les domaines scientifiques et techniques, ce qui se traduit par une forte dépendance vis-à-vis d'un personnel étranger ; surplus de main-d'oeuvre non qualifiée entraînant ainsi sa sous-utilisation, lacunes liées à l'enseignement de type classique tel que la priorité dont font l'objet les disciplines non scientifiques, le peu d'importance accordé à l'enseignement technique ; les taux élevés d'analphabétisme (en particulier en Afrique) ; absence systématique de planification au niveau de la main-d'oeuvre (notamment en Afrique) et l'exode des compétences. Le chapitre III met l'accent sur l'échange presque inexistant d'étudiants et sur l'état essentiellement embryonnaire des accords de coopération technique. Les pays africains et latino-américains pourraient prévoir de mettre en commun et de partager leurs ressources en vue d'une amélioration du niveau de vie de leurs populations et ce, pour compléter les efforts déployés aux niveaux national, sous-régional et régional afin de résoudre les problèmes susmentionnés et de faire face aux difficultés sans cesse grandissantes liées à la mise en valeur des ressources humaines. La coopération bilatérale dans ce domaine apparaît de plus en plus comme la preuve de la possibilité d'instituer une CTPD plus efficace si des efforts conjugués sont déployés. Un certain nombre de programmes de CTPD que les deux régions pourraient mettre en oeuvre sur la mise en valeur et l'utilisation de la main-d'oeuvre sont actuellement définis.

a) Politique démographique

Ainsi qu'il a été indiqué plus haut, la croissance et la structure démographiques entraînent de sérieuses conséquences au niveau de l'enseignement et de l'emploi. Les taux de croissance démographique alarmants enregistrés par le passé dans plusieurs pays africains et latino-américains ne sont pas près de baisser au cours des années 80. Bien que des changements et des améliorations d'ordre général dans les conditions socio-économiques telles que la réforme de l'enseignement, la participation accrue des femmes à la vie active et l'urbanisation croissante puissent constituer plus d'un stimulant à la limitation de la taille de la famille, la situation au niveau des deux régions est telle que ces facteurs ne peuvent pas avoir un impact favorable avant longtemps. Cependant, au niveau de nombre de pays des deux régions, il n'existe pas de politiques démographiques. Quoique les problèmes démographiques soient généralement analysés dans les plans de développement de beaucoup de pays africains, aucune solution n'y est préconisée. Les programmes de planification de la famille ont joué un rôle très important dans des zones du monde telles que les pays de l'Asie de l'Est et quelques pays latino-américains où l'on a enregistré des progrès notables dans le déclin des taux bruts de natalité.

La majorité des populations des deux régions pourrait continuer à vivre dans la pauvreté la plus abjecte et le chômage pourrait devenir plus chronique, ce qui accentuerait d'autres problèmes sociaux, si des mesures énergiques ne sont pas adoptées par les pays africains et latino-américains (où l'on enregistre actuellement des taux de croissance démographique élevés) au cours des années 80 afin d'éviter la pression de l'explosion démographique. Il convient par conséquent que ces pays, n'ayant pas de politiques démographiques, adoptent des programmes de planification de la famille.

Les deux régions pourraient coopérer pour ce qui est de l'élaboration et de l'application des politiques démographiques en profitant de l'expérience de quelques pays latino-américains qui pratiquent une politique de planification de la famille d'une manière systématique.

b) Echange d'étudiants

Le nombre d'étudiants échangés entre l'Afrique et l'Amérique latine a été jusqu'ici insignifiant et ce à quoi on assiste actuellement constitue essentiellement le résultat de récentes tentatives d'instauration d'une CTPD. Certains facteurs pourraient à présent favoriser l'échange d'étudiants entre les deux régions en particulier et entre les pays en développement en général. Il y a tout d'abord les coûts élevés et sans cesse croissants de la formation dans les pays avancés où un grand nombre d'étudiants provenant des deux régions poursuivent leurs études. L'augmentation des frais de scolarité enregistrée en Grande-Bretagne récemment pour les étudiants étrangers, va sans contexte contribuer à réduire le nombre d'étudiants africains dans ce pays.

Ensuite le problème de l'emploi dans les pays avancés deviendra plus aigu au cours des années à venir avec pour conséquence des coupes importantes dans le budget des dépenses de pays avancés comme la Grande-Bretagne et les Etats-Unis. Par conséquent le nombre de places disponibles dans les établissements d'enseignement supérieur restera le même ou diminuera dans certaines disciplines particulièrement en Grande-Bretagne. Enfin, à la différence de la période des années 50 et 60, de nombreux pays africains et latino-américains ont accru de manière considérable leur infrastructure au niveau de l'enseignement au point que certains d'entre eux ont une capacité excédentaire dans certains domaines de formation. A ces facteurs, s'ajoutent les effets néfastes des études poursuivies par les étudiants des deux régions à l'étranger : exode des compétences, inadéquation des programmes et du contenu des cours dans diverses disciplines.

Compte tenu de ces facteurs, les deux régions pourraient prendre des mesures visant à accroître le rythme d'échange des étudiants. L'échange d'étudiants comporte un avantage qui est de permettre aux étudiants d'une région d'apprendre les réalités de l'autre région et de devenir ainsi des "véhicules" de données, d'informations, de cultures et de langues.

c) Programmes d'octroi des bourses

L'octroi de bourses à des étudiants africains afin qu'ils poursuivent leurs études en Amérique latine et vice versa pourrait considérablement accroître l'importance des programmes d'échange d'étudiants entre les deux régions. Ces bourses ont contribué à augmenter le nombre d'étudiants provenant des deux régions dans les pays avancés car ceux-là ont de tout temps octroyé des bourses à ces étudiants sous la forme d'assistance technique à leurs gouvernements. Il importe, à présent, que les pays africains et latino-américains coopèrent étroitement en vue de promouvoir les programmes d'octroi de bourses destinés à combler les lacunes observées dans ce domaine au niveau bilatéral, programmes qui, jusque-là, s'étendaient à quelques pays seulement.

d) Echange d'experts

Bien qu'au niveau des deux régions on enregistre une pénurie de main-d'oeuvre qualifiée, particulièrement dans les domaines scientifiques et techniques, une coopération portant sur l'échange d'experts s'impose. Cela pourrait englober toutes les catégories de personnels qualifiés y compris un personnel technique et professionnel, des professeurs d'université, des maîtres de conférences, des chercheurs et des consultants. L'ampleur de la pénurie de main-d'oeuvre varie et certains pays pourraient enregistrer des excédents dans certaines catégories de main-d'oeuvre qui seraient utilisables ailleurs. Cependant, l'échange d'experts ne devrait pas seulement reposer sur les excédents de main-d'oeuvre puisque même avec des pénuries, l'échange peut toujours être bénéfique.

Ayant les mêmes aspirations et expériences et connaissant les mêmes situations et problèmes, l'échange d'experts entre les pays africains et les pays latino-américains risque d'être plus avantageux que l'échange entre ces derniers et les pays avancés.

e) Recherche

Les pays africains et latino-américains ont tout à gagner d'une coopération dans le domaine de la recherche en raison d'un certain nombre de similitudes (climat, environnement, économie, etc.), qui existent entre de nombreux pays des deux régions. Les résultats de la recherche dans certains pays d'une région peuvent très bien convenir à la situation particulière des pays de l'autre région.

Les universités, les organismes nationaux de recherche et les organismes régionaux et sous-régionaux pourraient coopérer dans le cadre de l'exécution de projets de recherche communs et dans l'échange d'informations relatives aux recherches déjà conclues. Cela cadrerait avec les objectifs des organismes régionaux parrainés par la CEA qui comptent "la recherche au service de la formation" parmi leurs objectifs.

f) Enseignement pratique

En raison des lacunes relevées dans l'enseignement de type classique telles que l'inadaptation des programmes et le taux élevé d'analphabétisme, la concentration des populations dans les zones rurales, il importe d'accorder une plus grande priorité à l'enseignement pratique dans les deux régions. Dans le cas de l'Afrique, des études effectuées par l'UNESCO ont révélé qu'avec le taux actuel de croissance démographique et le taux d'inscription primaire et secondaire, la région pourrait avoir d'ici à la fin du siècle, un plus grand nombre d'analphabètes adultes qu'à présent. Les pays africains et latino-américains pourraient coopérer dans l'élaboration de politiques qui tendraient à un plus grand équilibre et à une plus grande complémentarité entre l'enseignement de type classique et l'enseignement pratique. On devrait particulièrement insister sur la formation technique en tant que composante de l'enseignement pratique. Les deux régions pourraient coopérer dans ce domaine, partager des expériences acquises dans celui de la formation technique. Quelque part dans le rapport, il m'a été donné l'occasion de recenser quelques-uns des pays et de définir quelques-uns des programmes qui pourraient servir de stimulant aux autres pays. Parmi ceux-là nous avons les programmes de formation technique et pratique du Brésil, la campagne d'alphabétisation des adultes de Cuba et l'ensemble des programmes d'enseignement pratique de la République-Unie de Tanzanie et en particulier la campagne pour l'alphabétisation des

adultes et le Folk Development College Programme (FDC). Pour le programme FDC, la République-Unie de Tanzanie s'est inspirée du modèle suédois c'est-à-dire qu'elle l'a adapté aux besoins et réalités spécifiques aux pays en développement ; ce programme pourrait être adopté par les pays que cela intéresserait en tant que procédé de mise en valeur des zones rurales.

g) Exode des compétences

Du fait de l'exode des compétences, la plupart des cadres de haut niveau d'Afrique et d'Amérique latine sont restés dans les pays avancés contribuant ainsi au développement de ces derniers plutôt que de retourner dans leurs pays respectifs pour aider au développement national. Les pays latino-américains ont lancé le programme "retour des compétences" en tant que moyen d'encourager et de faciliter le retour de leurs cadres résidant dans les pays avancés. De nombreux latino-américains sont retournés dans leur pays du fait du programme qui est exécuté en collaboration avec le Comité intergouvernemental pour la migration en Europe dont le siège se trouve à Genève 1/.

Grâce à la coopération avec les pays latino-américains, les pays africains pourraient conjointement adopter un programme similaire, destiné à encourager et à faciliter le retour de cadres nationaux africains dans leurs pays. En outre, bien que les conditions économiques dans les deux régions ne soient pas susceptibles d'encourager l'exode des compétences au niveau interrégional, les deux régions pourraient coopérer de manière à permettre aux étudiants et experts d'une région de retourner dans leurs pays d'origine à la fin de leurs études et contrats respectivement. Il est nécessaire que ces personnes retournent dans leurs pays de manière à permettre à l'effet "multiplicateur" engendré par l'échange d'étudiants et d'experts de se concrétiser.

h) Voyages d'études

La coopération entre l'Afrique et l'Amérique latine pourrait être favorisée par le biais de voyages d'études qui pourraient inclure des séminaires et journées d'études à l'intention des spécialistes.

Ceux qui entreprennent des voyages d'études peuvent obtenir des informations de premier ordre grâce à des contacts personnels et à des échanges de vue et peuvent ainsi voir comment les autres portent remède à leurs problèmes de développement. Mais l'établissement de contacts par le moyen des voyages d'études peut aider à renforcer la coopération dans d'autres domaines y compris dans celui du commerce et du transfert de technologie. Un autre avantage que comportent les voyages d'études est que les participants n'ont pas à apprendre la langue du pays hôte avant de visiter les lieux appropriés et de prendre connaissance des projets, étant donné que les services d'interprétation leur sont assurés. De ce fait, les participants peuvent visiter lors d'un voyage d'études plusieurs pays où l'on parle différentes langues.

1/ BIT Conférence mondiale tripartite sur l'emploi, document de base, Vol. II, Genève 1976, page 161 à 167.

i) Création d'emplois

Le phénomène de la sous-utilisation de la main-d'oeuvre (chômage et sous-emploi) qui constitue un problème commun à l'Afrique et à l'Amérique latine nécessite qu'on y porte remède. Les deux régions pourraient coopérer dans l'élaboration et l'application de mesures visant à favoriser la création d'emplois, en particulier dans le secteur informel y compris dans les zones rurales. Ces mesures pourraient être étendues au développement rural par le biais de programmes de technologie rurale tels que l'adoption d'une technologie intermédiaire et l'implantation de petites industries et d'industries agro-alimentaires.

j) Planification de la main-d'oeuvre

La gravité des pénuries de main-d'oeuvre en tant que principale entrave à tous les efforts de développement a été soulignée à divers endroits du rapport. Plusieurs problèmes liés à la main-d'oeuvre se sont posés, engendrés par l'irrégularité et l'inefficacité de la planification de la main-d'oeuvre tandis que la planification de la main-d'oeuvre elle-même souffrait de l'absence de personnel qualifié. Des efforts nationaux non seulement pour ce qui est de l'utilisation et de la mise en valeur de la main-d'oeuvre mais aussi en ce qui concerne le développement socio-économique dans tous ses aspects ne seront pas récompensés tant qu'il n'y aura pas une évaluation régulière et systématique de la situation de la main-d'oeuvre.

Difficultés éventuelles

L'analyse faite plus haut révèle qu'il existe plusieurs possibilités de coopération entre l'Afrique et l'Amérique latine dans le domaine de l'utilisation et de la mise en valeur des ressources humaines. Cependant, l'application des accords de coopération pourrait se trouver entravée par certains facteurs dont certains ont été soulignés dans le chapitre relatif aux visites dans les pays. L'Afrique et l'Amérique latine souffrent de l'absence de main-d'oeuvre qualifiée qui leur permettrait de consentir des efforts en vue de sa mise en valeur et de la réalisation d'autres objectifs de développement. La partie du projet de CTPD "relative à l'utilisation et à la mise en valeur de la main-d'oeuvre" pourrait ne pas être exécutée en raison de l'absence d'une main-d'oeuvre qualifiée. En outre, l'absence générale de fonds pour le développement qui entrave l'exécution de projets relatifs à la mise en valeur de la main-d'oeuvre et à l'éducation dans nombre de pays des deux régions pourrait faire obstacle à leur mise en oeuvre. Il est difficile d'établir une coopération entre des peuples ayant un passé politique, social et culturel différent. Cela ne devrait cependant pas constituer un frein. En effet, certains pays africains comme le Bénin, le Nigéria, le Sénégal et le Togo ont des liens historiques et culturels avec certains pays de l'Amérique latine. Contrairement à la période antérieure au milieu des années 70, le climat politique est à la coopération entre les deux régions. En 1977 par exemple, lorsque le Brésil a envoyé une délégation auprès de quelque dix pays africains pour explorer les domaines de coopération éventuelle, une partie de la presse des pays hôtes, a critiqué non seulement le Brésil mais également d'autres pays latino-américains. On leur avait demandé de choisir entre l'Afrique et le Portugal qui se livrait à des pratiques coloniales abominables en Angola et au Mozambique. Les relations étroites entre le Brésil et le Portugal avaient été alors en particulier, dénoncées ^{1/}. La situation

politique s'est depuis améliorée avec l'indépendance de l'Angola, de la Guinée Bissau et du Mozambique. Le Brésil a également consenti d'énormes efforts en vue d'un rapprochement, au point qu'en 1980, le Ministre des affaires étrangères du Brésil a visité l'Angola et le Mozambique entre autres pays africains et considère l'année 1980 comme "l'Année de l'Afrique" pour le Brésil 1/ La langue peut constituer une réelle entrave et rendre difficile le travail mais pas impossible.

La distance entre les deux régions ne fait pas problème ; ce qui est important, c'est qu'il existe des moyens de transport et de communications entre elles. Ils ne sont pour le moment pas développés comparés aux réseaux des communications qui relient les deux régions aux pays développés. Il existe un lien de cause à effet. Les voies de communications ne sont pas développées en partie parce que la circulation des biens et des personnes n'est pas importante. Il est nécessaire d'améliorer la situation de manière à renforcer la coopération non seulement dans le domaine de la main-d'oeuvre mais également dans d'autres domaines et en particulier celui du commerce.

En somme, aucune de ces difficultés n'est majeure au point de rendre impossible une coopération interrégionale. Les aplanir reviendrait à renforcer la coopération entre les deux régions.

V. STRATEGIES ET MECANISMES DESTINES A PROMOUVOIR LA COOPERATION DANS LE DOMAINE DE LA MISE EN VALEUR ET DE L'UTILISATION DE LA MAIN-D'OEUVRE

L'objectif fondamental du projet de CTPD conjointement exécuté par la CEA et la CEPAL est de promouvoir la coopération entre l'Afrique et l'Amérique latine de façon à réduire les relations verticales existant entre les deux régions et les pays développés. La partie du projet relative à la main-d'oeuvre vise par conséquent à mettre au point des programmes d'action appropriés en vue d'établir une coopération horizontale entre les deux régions de manière à réduire leur dépendance vis-à-vis des pays avancés et à assurer leur autosuffisance dans le domaine de l'utilisation et de la mise en valeur de la main-d'oeuvre. Les stratégies liées à la coopération devraient reposer sur certains éléments qui pourraient faciliter la réalisation d'objectifs dans le cadre de projets et favoriser l'autosuffisance.

A. Eléments de coopération

Les principaux éléments sont les suivants :

i) Réciprocité

La coopération entre l'Afrique et l'Amérique latine devrait être mutuellement avantageuse. Ce point nécessite qu'on s'y appesantisse parce que certains responsables gouvernementaux estiment que le projet de CTPD servirait "de programme d'aide", avec les pays latino-américains comme donateurs et les pays africains comme **bénéficiaires**. Il importe de souligner que l'élément - clef d'une coopération est représenté par la réciprocité et l'autosuffisance collective qui sont essentielles aux principes de la CTPD.

Cependant, l'opinion de certains responsables gouvernementaux africains semble refléter la réalité. D'abord il est communément admis que les pays latino-américains sont généralement plus avancés industriellement que les pays africains ; et ainsi qu'il ressort de l'analyse faite dans les précédents chapitres du rapport, ils le sont également du point de vue de l'éducation. Ensuite, la plupart des accords de coopération bilatérale existant entre pays africains et pays latino-américains revêtent dans une large mesure la forme d'une assistance technique fournie par les pays latino-américains : octroi de bourses, échanges d'experts et mise en place d'infrastructures destinées à la formation.

Hormis cela, les pays africains devraient dans la mesure de leurs moyens, s'assurer que la coopération entre les deux régions est mutuellement avantageuse, étant donné que la réciprocité engendre la confiance, assure l'autosuffisance et favorise des relations plus durables. Dans aucun projet de CTPD, les pays africains ne devraient échanger leur dépendance vis-à-vis de leurs anciennes puissances coloniales ou des pays avancés en général contre une dépendance vis-à-vis d'autres groupes de pays en développement.

ii) Information

La collecte et la dissémination d'informations utiles devraient constituer la pierre de touche de tous les accords de coopération entre les deux régions. Cela est fondamental, car tant que les pays et les nationaux ne connaissent pas leurs potentialités et les domaines dans lesquels on les rencontre, le démarrage d'entreprises communes pourrait être compromis et limité. Ainsi, le rythme d'exécution des projets reposerait dans une large mesure sur la quantité et la nature des informations collectées et disséminées par les pays et les régions.

iii) Responsabilité dans l'exécution de projets

L'aspect relatif à la responsabilité dans l'exécution de projets, souligne le rôle important que devraient jouer tous les pays africains et latino-américains dans la mise en application de projets interrégionaux de CTPD. La capacité qu'a chaque région de collecter, de disséminer l'information, repose dans une large mesure, sur les efforts et la coopération de chaque gouvernement. L'utilisation d'infrastructure institutionnelle au niveau national en vue de la formation, de l'échange d'experts, de consultants, d'étudiants etc. pourrait être encouragée ou entravée par des politiques gouvernementales. La Commission chargée d'assurer la coordination entre les établissements multinationaux aux niveaux régional et sous-régional participant à l'exécution de projets de CTPD a besoin de l'appui des Etats membres sous la forme de contributions financières et d'utilisation de ressources. La liste est longue. Ce qu'il convient de dire ici c'est que les gouvernements des deux régions assument des responsabilités dans l'exécution de projets de CTPD tant qu'au niveau bilatéral qu'au niveau multilatéral étant donné qu'ils sont les seuls à pouvoir mobiliser des ressources, favoriser la participation d'organismes publics et privés, d'établissements nationaux etc., tout cela dans le cadre de politiques élaborées par les gouvernements.

iv) Le cadre institutionnel

La mise en place d'un cadre ou dispositif institutionnel en vue de l'exécution des projets de CTPD constitue un autre élément important de coopération. Dans ce cas précis, les cadres institutionnels pourraient être mis en place aux niveaux sous-régional, régional ou interrégional. Ainsi qu'il apparaîtra dans la plupart des recommandations, la mise en application de projets devrait se faire dans le cadre d'institutions existant

aux niveaux national ou régional en particulier pour ce qui est de l'Afrique. Cela est souhaitable et permettra ainsi l'utilisation de la capacité excédentaire, maximisant par là l'utilisation des ressources. Ce n'est qu'en cas de nécessité que d'autres cadres institutionnels seront mis en place. L'autre raison est que de nombreuses institutions ne fonctionnent pas de manière efficace en raison des problèmes liés aux finances et à la main-d'oeuvre, tandis que la mise en route d'autres institutions de formation et de recherche prévues a été retardée pour les mêmes raisons.

B. Conclusions et recommandations

On s'est évertué dans le rapport à recenser les problèmes liés à la main-d'oeuvre en Afrique et en Amérique latine, en insistant sur le cas de l'Afrique. Etaient recensés entre autres problèmes, ceux liés à la main-d'oeuvre à l'état actuel de la coopération, et aux domaines de coopération éventuelle entre les deux régions. La conclusion du rapport mettra l'accent sur les recommandations relatives aux domaines déjà définis sur lesquels portera la coopération ou ceux sur lesquels la coopération risque d'achopper. Avant d'en arriver là, il convient de mettre à nouveau l'accent sur quelques points.

Un certain nombre d'accords de coopération ont déjà été mis en application tandis que d'autres le seront ultérieurement. Ces efforts, aussi modestes soient-ils du point de vue de l'importance du projet et de son champ d'application, devraient être considérés comme la base sur laquelle reposeront des projets de CTPD ambitieux et mutuellement bénéfiques. Aussi, les efforts à présent consentis visent-ils à accentuer ceux déjà déployés en regroupant tous les pays des deux régions et en couvrant tous les domaines éventuels de coopération de manière à renforcer la coopération interrégionale dans le domaine de la mise en valeur et de l'utilisation de la main-d'oeuvre.

La CTPD doit essentiellement son existence au fait qu'une longue période d'assistance technique provenant de pays développés a simplement accentué quelques-uns des problèmes liés au développement dans les pays en développement ; et cela en raison d'une mauvaise volonté dont font preuve les premiers pour ce qui est des concessions à accorder dans des domaines tels que le transfert de technologie en vue de l'avènement d'un nouvel ordre économique international. La CTPD est nécessaire, en ce qu'elle permet un remodelage des relations économiques qui perpétuait la dépendance des pays en développement vis-à-vis des pays développés plutôt que de favoriser la distribution équitable des avantages que procure la coopération économique et technique. En signant des accords de coopération multilatéraux au niveau interrégional, les pays en développement devraient être guidés par l'expérience qu'ils ont acquise dans le passé et ne pas perdre de vue qu'une confiance totale dans l'aide étrangère ne serait jamais pour résoudre leurs problèmes. Quel que soit leur niveau de développement, ils devraient coopérer en faisant preuve d'un grand sens des responsabilités et en consentant des sacrifices en vue non seulement de renforcer le développement national mais également de promouvoir le progrès du tiers monde.

Les pays africains et latino-américains devraient fournir un appui moral, politique et financier aux efforts visant à promouvoir la coopération technique interrégionale entre eux. Un appui efficace serait une manifestation pratique de l'adhésion aux diverses résolutions adoptées par des instances régionales et internationales depuis le milieu des années 70. Grâce au projet conjointement exécuté par la CEA et la CEPAL, les pays africains devraient prendre exemple sur les réalisations accomplies par les pays latino-américains dans divers domaines liés à l'utilisation et à la mise en valeur de la main-d'oeuvre mais également éviter de retomber dans les mêmes erreurs que ces derniers. Par ailleurs, en tenant compte du facteur de réciprocité, les pays

latino-américains devraient examiner les moyens par lesquels ils pourraient profiter de l'expérience des pays africains. De cette manière, les deux régions s'engageront sur la voie d'une coopération mutuellement bénéfique, dans la confiance et le respect, de manière à mettre en valeur et à utiliser les ressources humaines considérées comme facteur de changement et comme élément essentiel à leur lutte commune et soutenue en vue de l'avènement d'un nouvel ordre économique international.

Le rapport contient en conclusion les recommandations spécifiques suivantes (d'une manière générale, la nécessité de chaque recommandation est brièvement soulignée) :

a) Echange d'étudiants

Il est recommandé aux pays africains et latino-américains de prendre les mesures qui s'imposent de manière à accroître l'échange d'étudiants dans le cadre de programmes pour mettre en commun les moyens d'enseignement et de formation et accroître au maximum leur utilisation, améliorer la qualité de l'enseignement et de la formation et réduire le nombre de leurs nationaux en formation dans les pays avancés réduisant ainsi l'exode des compétences.

Pour faciliter le processus, les mesures suivantes sont recommandées :

i) Chaque commission régionale devrait établir un répertoire complet des établissements d'enseignement supérieur existants et de tous autres établissements de formation qui pourraient convenir à la formation d'étudiants de l'autre région. Le répertoire devra être révisé périodiquement et doit indiquer notamment le type d'enseignement dispensé, les modalités d'admission et la méthode d'enseignement et les divers frais ;

ii) Les deux commissions devraient échanger des répertoires dont des exemplaires devraient être envoyés aux gouvernements et établissements d'enseignement. Les universités africaines devraient échanger des répertoires avec leurs homologues latino-américains ;

iii) Les gouvernements africains devraient s'assurer chacun en ce qui le concerne, de mettre des bourses à la disposition des établissements d'enseignement d'Amérique latine et vice versa en réduisant le nombre de ces bourses dans les pays avancés ;

iv) Les gouvernements africains devraient réserver un certain nombre de places dans leurs établissements à des étudiants latino-américains (chaque pays devant se consacrer aux domaines dans lesquels ses infrastructures sont plus adéquates) et vice versa. Les responsables gouvernementaux sénégalais ont par exemple indiqué que leur pays était en mesure de fournir une aide aux étudiants latino-américains pour qu'ils apprennent le français dans les établissements d'enseignement et en particulier, au niveau universitaire ; une importante infrastructure a été mise en place pour accueillir des étudiants non francophones ;

v) Les gouvernements latino-américains devraient déployer des efforts tout particuliers en vue d'encourager leurs étudiants du troisième cycle (grâce à des bourses par exemple) de faire des études de recherche dans les universités africaines où il existe des installations adéquates (par exemple en Algérie, en Egypte et au Nigéria) et vice versa.

b) Programmes de bourses

En vue de former les cadres nationaux dans les domaines de la main-d'oeuvre où les besoins sont ressentis et d'accroître l'échange d'étudiants dans le cadre de programmes entre les deux régions, il est recommandé aux pays africains et latino-américains de coopérer de manière à promouvoir des programmes d'octroi de bourses.

Pour atteindre ces objectifs :

i) Chaque région devrait créer un "Programme régional d'octroi de bourses" s'il en n'existe pas déjà et l'élargir dans le cas contraire, de manière à englober des programmes régionaux et interrégionaux d'octroi de bourses ;

ii) Chaque commission devrait coordonner de son côté le Programme régional d'octroi de bourses en jouant le rôle de centre de liaison pour l'octroi de bourses ;

iii) Les deux commissions devraient rassembler et échanger des informations relatives aux possibilités d'octroi de bourses au niveau de chaque région. Ainsi, chaque commission disposerait d'informations relatives aux possibilités d'octroi de bourses aux niveaux des deux régions en vue de leur diffusion. La CEA coordonne déjà le Programme élargi de formation et d'octroi de bourses pour l'Afrique. Avec l'expérience qu'elle a acquise dans le domaine de la coordination bilatérale des programmes d'octroi de bourses d'études et de bourses de perfectionnement pour l'Afrique depuis 1965 et la direction du Programme élargi de formation et d'octroi de bourses depuis 1978, la Commission a renforcé les capacités administratives de manière à faire face aux responsabilités accrues prévues (quoique les installations doivent être améliorées de façon considérable) ;

iv) En vue d'assurer l'autosuffisance, l'appui financier en faveur de chaque programme régional d'octroi de bourses (dons en espèce, bourses d'études et bourses de perfectionnement) devrait provenir essentiellement des contributions versées par les Etats membres. De fonds ou dons supplémentaires pourraient provenir de donateurs bilatéraux et multilatéraux y compris le PNUD ;

v) Après avoir versé sa propre contribution au Programme régional d'octroi de bourses un pays africain qui en aurait la possibilité devrait encore offrir des bourses de perfectionnement au titre du Programme régional d'octroi de bourses pour l'Amérique latine et vice versa. Cela permettrait d'assurer la poursuite de ce type de programme, ce que fit le Chili en 1979 en offrant deux bourses de perfectionnement qui devaient être octroyées dans le cadre du Programme élargi de formation et d'octroi de bourses pour l'Afrique, devenant ainsi le seul et unique pays latino-américain à l'avoir fait ;

vi) Certaines des bourses offertes dans le cadre du Programme d'octroi de bourses pour l'Afrique devraient être offertes aux Latino-américains pour leur permettre de poursuivre leurs études en Afrique et vice versa ;

vii) Quelques-unes des bourses octroyées aux Africains par le biais du Programme d'octroi de bourses pour l'Afrique devraient permettre aux bénéficiaires d'étudier dans les établissements de formation en Amérique latine et vice versa ;

viii) S'agissant de ces offres, il faudrait mettre particulièrement l'accent sur les disciplines scientifiques et techniques ; ces offres devraient par ailleurs être liées aux besoins en main-d'oeuvre et aux priorités dégagés par chaque pays en matière de formation ;

ix) La nouvelle pratique des gouvernements latino-américains qui consiste à octroyer des bourses bilatérales à des ressortissants africains par le canal de leurs gouvernements, devrait être renforcée tant du point de vue du nombre qu'en ce qui concerne leur champ d'application. A l'heure actuelle, les bourses bilatérales semblent aller en sens unique. Il y a sans doute un certain nombre de gouvernements africains qui disposent de moyens financiers et de formation suffisants pour faire de même ; ils devraient par conséquent s'y employer.

c) Enseignement de langues

Il faut résoudre les problèmes linguistiques en organisant une formation intensive dans ce domaine à l'intention des étudiants pour que les programmes d'échange d'étudiants et d'octroi de bourses ne souffrent pas de l'accroissement du mouvement d'étudiants entre les deux régions.

Il est par conséquent recommandé que chaque Commission constitue un groupe d'étude en vue d'évaluer les possibilités de formation linguistique qui existent pour les étudiants étrangers dans chaque région et formule des recommandations sur la façon dont les pays membres pourraient élaborer une méthode systématique d'enseignement des langues aux étudiants en anglais, en français ou en espagnol.

d) Echange d'experts

Pour utiliser au maximum les compétences existantes, résoudre certains problèmes de main-d'oeuvre que rencontrent les pays africains et latino-américains, diffuser l'expérience acquise par le personnel qualifié et améliorer ainsi leur productivité et leurs capacités, atténuer la dépendance excessive des deux régions vis-à-vis du personnel de haut niveau originaire des pays avancés, il est recommandé que l'on s'efforce, aux niveaux national et régional, d'encourager l'échange d'experts. Il s'agit là d'un domaine dans lequel les deux régions peuvent et doivent être présentes.

Cet échange doit s'instaurer à plusieurs niveaux :

i) Chaque Commission doit établir une liste d'experts et d'organisations de services d'ingénieurs-conseil susceptibles de participer à des programmes d'échange à court et à long terme. La CEA a déjà entrepris d'identifier, de constituer et de publier un répertoire des experts africains et des organisations de services d'ingénieurs-conseil pour faciliter leur emploi sur le continent africain ;

ii) Les listes doivent être exhaustives et mises à jour périodiquement ; elles doivent par ailleurs faire l'objet d'un échange entre les deux régions, afin d'être distribuées aux gouvernements, aux établissements de formation et d'enseignement, aux associations d'employeurs, etc. ;

iii) Les établissements gouvernementaux et non gouvernementaux devraient procéder à un échange bilatéral de spécialistes sur la base des renseignements disponibles (répertoire des établissements d'enseignement, listes d'experts, etc.) :

- Les universités et les autres établissements d'enseignement supérieur des deux régions devraient signer des accords bilatéraux en vue de l'échange de professeurs d'université, d'assistants d'université et de chercheurs. Un tel échange pourrait prendre la forme de congés sabbatiques ou être de courte durée pour le personnel effectuant une étude ou de longue durée, des professeurs ou des universitaires ayant des spécialisations diverses se rendant dans ces établissements. Il faudrait élargir aux accords existant en Amérique latine des dispositions en vue de la formation des enseignants et des échanges de personnel, etc., qui lient nombre d'établissements africains à des institutions en Europe, aux Etats-Unis et au Canada depuis des années ;

- Il faudrait encourager l'échange interrégional de personnel entre les institutions sous-régionales et régionales de formation et de recherche. Les institutions régionales africaines telles que l'IRED et celles qui entreront bientôt en fonctionnement (par exemple, les établissements supérieurs sous-régionaux de gestion et de finance et l'Institut supérieur africain de formation et de recherche techniques) devraient chacune en ce qui la concerne développer les relations particulières avec les institutions pertinentes d'Amérique latine pour couvrir notamment l'échange de personnel. Les institutions prévues devraient également s'efforcer de regrouper des experts en Amérique latine ;

- Au niveau gouvernemental, la coopération bilatérale devrait insister sur les domaines dans lesquels les besoins sont ressentis. L'échange d'experts pourrait par exemple avoir lieu entre des pays ayant les mêmes ressources naturelles (pétrole, cuivre, etc.) ou produisant les mêmes types de produits agricoles (par exemple, cacao, café, sucre) afin de promouvoir la coopération en matière d'exploration, de production, d'élaboration et de mise en oeuvre de politiques et d'autres programmes de développement.

e) Recherche

Etant donné les ressemblances en ce qui concerne le climat, l'écologie et la situation économique, il existe des grandes possibilités de promotion d'activités de recherche conjointes entre les institutions de formation et de recherche en Afrique et en Amérique latine. La mise au point, le transfert et l'adaptation de la technologie ne peut être poursuivie conjointement que par le biais de la formation et de la recherche.

Il est par conséquent recommandé que les pays africains et leurs homologues latino-américains coopèrent par le biais des différentes institutions de formation dans l'exécution de travaux de recherche conjoints dans les domaines qui présentent un intérêt commun à savoir, l'agriculture, la technologie alimentaire, la technologie du bâtiment, l'environnement, les problèmes de santé, etc..

La mise en oeuvre pourrait prendre les formes suivantes :

i) se faire sur une base bilatérale entre une université africaine ou un établissement national de formation et de recherche et une institution analogue en Amérique latine ;

ii) sur une base multilatérale entre deux ou plusieurs institutions dans deux ou plusieurs pays africains et leurs homologues dans les pays latino-américains ;

iii) entre une institution africaine de formation et de recherche multinationale, à vocation sous-régionale ou régionale et une institution identique en Amérique latine. Les établissements supérieurs sous-régionaux de gestion et existant dans les deux régions pourraient par exemple coopérer dans la réalisation des travaux de recherche concernant les problèmes liés à la gestion et échanger des études de cas pour les besoins de l'enseignement. Ces institutions pourraient ainsi atténuer leur dépendance vis-à-vis des études de cas réalisées dans les pays avancés où la situation est différente de celle qui existe dans les pays en développement ;

iv) les différentes institutions existant dans les deux régions devraient organiser des conférences et des séminaires sur des questions spécifiques en vue de comparer les expériences acquises et d'examiner les résultats issus de la recherche conjointe.

f) Politique de la population

Devant le taux alarmant de la croissance démographique dans le tiers monde, le ralentissement des taux de croissance grâce à des politiques de planification de la famille est un moyen efficace d'améliorer le bien-être de la population. Comme cela a été mentionné dans le rapport, certains pays d'Amérique latine, notamment le Chili, la Colombie, le Costa Rica, le Panama et l'Uruguay ont sensiblement réduit leur taux de croissance démographique grâce à des politiques systématiques de planification de la famille. Les pays africains intéressés devraient passer des accords bilatéraux avec ces pays afin de profiter de leur expérience dans l'élaboration et la mise en oeuvre de politiques de la population.

g) Exode des compétences

i) Un moyen par lequel l'Afrique et l'Amérique latine pourraient atténuer le problème de la pénurie de main-d'oeuvre serait d'encourager et de faciliter le retour de leurs ressortissants se trouvant dans les pays avancés. Les pays latino-américains ont essayé de le faire grâce au "Programme de rapatriement des compétences". Il est recommandé aux pays africains, en coopération avec leurs homologues latino-américains, d'adapter et de mettre en oeuvre une politique similaire.

ii) Afin de maximiser les avantages des échanges d'étudiants et d'experts, les gouvernements des pays des deux régions devraient décourager les séjours permanents ou semi-permanents à l'étranger de la part de ceux qui sont concernés par de tels échanges. On recommande donc aux gouvernements des deux régions d'établir des contrôles automatiques dans le cadre d'accords bilatéraux pour veiller à ce que les étudiants et les experts retournent dans leur pays d'origine au terme de leurs études et contrats respectivement.

h) Voyages d'études

L'organisation de voyages d'études et de séminaires constitue l'un des moyens de développer la compréhension mutuelle, d'acquérir de l'expérience et de découvrir des domaines pouvant susciter des activités en vue d'une collaboration spécifique. Certains pays latino-américains et africains l'ont fait dans le but de réaliser tous ces objectifs ou certains d'entre eux. La portée en est cependant encore très limitée. Il est par conséquent recommandé que davantage de pays dans les deux régions échangent des voyages d'études.

i) Ceci pourrait être établi sur une base bilatérale ou multilatérale :

- un pays africain organisant un voyage d'études à destination d'un pays latino-américain ou d'un groupe de pays latino-américains et réciproquement ;
- un groupe de pays africains organisant un voyage d'études à destination d'un groupe de pays latino-américains et réciproquement ;

ii) Au niveau régional, les deux Commissions devraient renforcer leur coopération dans l'organisation de voyages d'études.

i) Enseignement de type non classique

Par suite de la reconnaissance des diverses limites de l'enseignement classique et des immenses possibilités qu'offre l'enseignement non classique à la majorité de la population, les pays des deux régions devraient coopérer dans la promotion de l'enseignement non classique en tant que point d'appui à la formation de la main-d'oeuvre, à l'acquisition des compétences et au progrès général.

i) Ils devraient coopérer dans la planification et l'exécution de programmes tels que ceux de l'alphabétisation fonctionnelle et ceux orientés vers le développement rural. La coopération pourrait également porter sur la formation du personnel d'enseignement du type non classique aussi bien dans des établissements de type classique que non classique ;

ii) Formation industrielle : de nombreux pays latino-américains ont mis au point divers programmes dans le domaine de la formation industrielle. Les pays africains devraient passer des arrangements bilatéraux avec ces pays afin d'élaborer des programmes de formation industrielle efficaces. Les divers domaines d'une possible assistance de la part des pays latino-américains portent notamment sur les détachements industriels à court terme, la formation de formateurs et l'établissement de mécanismes de coopération entre les institutions structurées professionnelles/techniques et l'industrie.

j) Création d'emplois

Les pays africains devraient s'attacher résolument à la création d'emplois plutôt que de l'attendre d'une possible retombée du processus de développement. Ils devraient coopérer avec les pays latino-américains en vue d'élaborer des stratégies de création et de développement d'emplois grâce à des programmes de technologie rurale, à l'adoption de technologies intermédiaires et à la création d'agro-industries et d'industries connexes qui pourraient utiliser des matières premières locales.

On s'attend à ce que des domaines spécifiques d'une possible coopération soient exposés dans le rapport sur la science et la technologie.

k) Planification de la main-d'oeuvre

Pour faire en sorte que la planification de la main-d'oeuvre devienne une donnée plus efficace et plus systématique dans le processus de planification globale, les pays africains devraient renforcer leur mécanisme de planification de la main-d'oeuvre. Un certain nombre de pays latino-américains dont le Brésil, le Chili, la Jamaïque, le Mexique et le Venezuela ont des expériences dignes d'intérêt dans la planification systématique de la main-d'oeuvre et l'existence de dispositifs institutionnels pour la planification de la main-d'oeuvre.

Il est recommandé aux pays africains intéressés de passer des accords bilatéraux avec l'un de ces pays en vue de renforcer leur mécanisme de planification de la main-d'oeuvre. L'assistance pourrait porter sur la mise sur pied de services de planification de la main-d'oeuvre, l'élaboration de plans pour la main-d'oeuvre et éventuellement la formation de planificateurs dans le domaine de la main-d'oeuvre

1) Recueil et diffusion des informations

Un grand nombre des recommandations précédentes ont porté sur un élément capital : l'information. Il est donc recommandé d'institutionnaliser le recueil et la diffusion d'informations dont il appartiendra à chaque Commission de fournir la base de données nécessaires.

i) Dans un premier temps, chaque Commission devrait établir une banque de données régionale pour traiter précisément de la CTPD dans le cadre interrégional, c'est-à-dire qu'elle pourrait, par la suite, s'occuper des arrangements de la CTPD avec d'autres régions ;

ii) Les mécanismes existants pour le recueil et la diffusion d'informations dans chaque région devraient être renforcés afin de faire face aux nouvelles responsabilités. Comme on l'a déjà fait observer, les domaines devant faire l'objet d'un échange d'informations entre les deux régions portent sur :

- des listes des institutions d'enseignement et de formation existants ;
- des répertoires des organisations d'experts et de consultants ;
- des possibilités de bourses de perfectionnement.

iii) Les deux Commissions devraient coopérer dans la réalisation d'une publication (semblable au CTPD Informations : Ponts à travers le sud) qui donnerait des informations sur les différents aspects des activités de la CTPD entre l'Afrique et l'Amérique latine.

m) Transport et communications

Puisque le mandat permet de se pencher sur "d'autres questions pertinentes", le transport et les communications constituent l'une de ces questions.

Si l'on doit renforcer sensiblement la CTPD entre les deux régions non seulement dans le domaine de la mise en valeur et de l'utilisation de la main-d'oeuvre, mais également dans d'autres domaines, il faudrait renforcer les liaisons dans le domaine des transports et communications. Les deux régions devraient donc considérer le renforcement de ces liaisons comme un préalable pour faciliter l'extension future de la coopération interrégionale.

La nécessité de renforcer les liaisons aériennes est d'une importance capitale dans la mise en valeur et l'utilisation de la main-d'oeuvre. Les pays des deux régions devraient coopérer dans le renforcement de leurs liaisons aériennes.